l'Humanité rouge

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMES, UNISSEZ-VOUS ! »

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

7e ANNEE
JEUDI 23 JANV. 1975
N° 252

SUIVONS L'EXEMPLE D'HOLLENSTEIN !

« ... Pour l'avenir les révisionnistes auront beaucoup plus de mal à manœuvrer, parce qu'il y a un acquis désicif : c'est qu'à travers cette grève, on a montré qu'on était présents et qu'on pouvait agir dans la lutte. La masse des travailleurs a pu le voir et l'aprécier à sa juste valeur. »

Ainsi s'exprimait à propos de la récente grève des P.T.T. un postier marxiste-léniniste interviewé par la revue « Prolétariat » (n° 7-8). Cette déclaration était faite **« à chaud »**, c'est-à-dire à peu près au moment où ce puissant mouvement s'achevait sur un échec dû à la ligne imposée par les dirigeants révisionnistes de la C.G.T., membres du faux Parti communiste français. Mais depuis lors, les grévistes de la Phototypo Hollenstein ont apporté un nouvel exemple concret de l'intervention efficace et décisive des marxistes-léninistes dans une lutte ouvrière, dans la lutte de classe.

Jusqu'ici, seuls témoignaient du juste et courageux combat de nos militants des événements hautement significatifs et exemplaires, mais n'ayant pas débouché sur des succès immédiats. Des actes honteux commis contre des ouvriers d'avant-garde permettaient de démasquer la besogne méprisable des révisionnistes. Par exemple, la scandaleuse collusion de ces derniers avec le patronat, à l'usine Alsthom de Saint-Ouen pour expulser en même temps de la section syndicale et de l'entreprise le jeune métallurgiste marxiste-léniniste Claude Lebrun. Ou encore l'exclusion de la C.G.T. totalement antistatutaire, en dépit de sa fonction de déléguée du personnel, de cette autre militante, Jeannette Pelletier, à l'entreprise Guillomard de Nantes, sous prétexte qu'elle dénonçait l'union de la gauche et son programme commun (dont on sait ce qu'ils sont devenus depuis lors ! !). Ou encore les tentatives d'exclusion ou autres mesures lancées contre nos camarades, dans le bâtiment à Bayonne, à l'ex-O.R.T.F., dans la S.N.C.F., etc.

Or, c'est aujourd'hui une victoire, celle des grévistes de l'entreprise Hollenstein qui mérite d'être saluée, à son tour, pour les multiples enseignements qu'elle comporte. En rejetant la ligne conciliatrice et démobilisatrice des révisionnistes, en adoptant une ferme attitude vis-à-vis du patron, en persévérant dans la lutte grâce aux explications **politiques** concernant la revendication économique **« Pas un seul licenciement ! »**, en démasquant le révisionnisme moderne du P. « C. » F., agent du social-impérialisme en France trahissant les intérêts de la classe ouvrière, les ouvriers marxistes-léninistes de l'entreprise Hollenstein, ont su unir tous les grévistes et s'unir eux-mêmes à eux, y compris à ceux dont la sympathie allait antérieurement au P. « C. » F. et que trompait jusque-là la ligne révisionniste des dirigeants de la Fédération C.G.T. du Livre. Nos camarades ont ainsi offert à tous les ouvriers du Livre leur première victoire complète, sans bavures, contre les licenciements.

Leur succès va d'ailleurs bien au-delà du seul secteur de l'imprimerie, il concerne la classe ouvrière dans son ensemble, parce qu'il constitue la première victoire prolétarienne remportée grâce à la juste ligne des marxistes-léninistes, grâce à la ligne **« classe contre classe »**, grâce à la dénonciation de la trahison de classe qu'est le révisionnisme moderne, grâce aux explications démontrant que la ligne des dirigeants du P. « C. » F. ne vise pas à défendre les travailleurs, mais à les utiliser pour défendre les intérêts du social-impérialisme soviétique qui menace l'indépendance nationale de la France, et donc de son peuple.

Dans la période actuelle, pour la classe ouvrière de France porteuse des plus riches traditions de luttes de classe, la victoire des ouvriers d'Hollenstein est la première victoire du vieux et glorieux courant révolutionnaire prolétarien sur le néfaste courant réformiste bourgeois aujourd'hui réimpulsé par les révisionnistes. Elle présage des grandes victoires à venir contre le patronat, contre la réaction, contre la bourgeoisie capitaliste que protègent activement tous les réformistes et révisionnistes infiltrés dans les rangs ouvriers. Que la victoire des grévistes d'Hollenstein soit donc pour tous un enseignement et un exemple !

Jacques JURQUET

Meeting de soutien enthousiaste lors de la victoire des grévistes à l'imprimerie Hollenstein. (Photo H.R.)

Au sommaire de ce numéro :

- **Rapport de Chou En-Laï à l'Assemblée Populaire** (extraits) — **Page 4**
- **Reportage sur Liévin...** — **Pages 6 et 7**
- **En avant pour l'Humanité-Rouge quotidienne :** — **Page 5**
- **Portugal : Unité syndicale, projet ultra-réactionnaire** — **Page 2**
- **Le point sur la situation en Indochine** — **Page 10**
- **Guyane : Halte à la répression coloniale** — **Page 11**
- **La « vie ouvrière » et le chômage dans les pays révisionnistes** — **Page 12**

PORTUGAL

UNITÉ SYNDICALE, PROJET ULTRA-RÉACTIONNAIRE

Quelques mauvaises langues qualifiées immédiatement de « réactionnaires » par nos révisionnistes dirigeants du P. « C. » F., diraient que de Paris à Lisbonne on s'est donné le mot. D'autres iraient jusqu'à dire que ce « mot » est soviétique... et a été colporté par Ponomarev (responsable des relations avec les « partis frères révisionnistes ») lors de sa tournée en Europe au mois d'octobre.

En effet, si la campagne contre la « social-démocratie » bat son plein en France dirigée par le parti révisionniste, au Portugal, une campagne s'est engagée de la même nature à peu près à la même époque.

Aujourd'hui, à quelques semaines de la date prévue — en mars — des élections pour l'Assemblée constituante, un large débat s'est engagé autour de deux questions : l'unité syndicale et la participation du Mouvement des Forces Armées à la campagne électorale.

Nous aborderons principalement la première de ces questions : l'unité syndicale avancée par les révisionnistes.

C'est une question complexe où il faut distinguer la juste aspiration des masses laborieuses et en particulier de la classe ouvrière portugaises, à l'unité dans un syndicat de classe unique correspondant à ses besoins d'organisation de la lutte revendicative, et d'autre part les tentatives des révisionnistes à dévoyer le mouvement de masse au profit de ces objectifs politiques électoraux et en définitive au profit du révisionnisme soviétique.

Le 25 avril 1974, la chute du pouvoir fasciste de Caetano a provoqué la chute de l'un de ses appareils vitaux d'opression et d'exploitation du peuple qui était le syndicalisme corporatiste. La classe ouvrière n'avait pas sous le fascisme de syndicat révolutionnaire de classe, comme lui manquait cruellement son parti révolutionnaire prolétarien.

Le retour à un régime démocratique bourgeois, devait permettre à la classe ouvrière et aux larges masses du peuple portugais de se redonner ses organisations syndicales de classes. Des centaines d'unions syndicales sont nées depuis huit mois, manifestant la volonté de lutte contre la bourgeoisie monopoliste portugaise.

Les révisionnistes de leur côté, ont déployé d'énormes efforts pour contrôler ce mouvement de classe. Ils ont impulsé la création de l'Intersyndicale, avec le soutien du M.F.A.

Aujourd'hui, le parti de Cunhal essaye de légaliser cette intersyndicale en faisant approuver avant les élections, par la loi, la création du syndicat unique.

Ce que visent les révisionnistes à travers ce projet c'est le renforcement de leur parti, notamment dans les classes laborieuses. La réalité, c'est que le parti de Cunhal est faible, implanté surtout dans les couches petites et moyennes bourgeoises des grandes villes. L'Intersyndicale est un excellent moyen de renforcer son influence. Le syndicat unique le serait encore plus. C'est là le premier aspect de la question.

C'est à ce sujet que naissent de sérieuses contradictions avec la social-démocratie, qui elle, jouit d'une large popularité, particulièrement dans les zones rurales représentant encore la majorité de la population, facteur important pour les prochaines élections. Le P.S. de Soarès ne veut pas de l'unité syndicale qui le priverait d'un moyen d'avoir un appui dans la classe ouvrière et de saper l'influence révisionniste.

Le second aspect de la question est d'un autre ordre.

La constitution d'une organisation nationale unique sur le plan syndical, contrôlée par un parti bourgeois comme le P. « C. » P. représente un atout pour l'ensemble du capital monopoleur portugais. En ce sens, le parti de Cunhal remplit bien sa tâche de laquais du pouvoir monopoliste portugais. On se souvient encore de la journée de travail gratuit en automne dernier — un dimanche de surcroit — qui avait été empoché par les patrons et orchestré par le P. « C. » P. Donnant la preuve de sa loyauté, s'il en fallait encore au patronat européen et portugais qui n'ont pas manqué de le louanger comme le parti de « l'ordre et du travail ». On a déjà entendu ça quelque part, à Vichy en 1940 avec la « révolution nationale » pétainiste...

Mais attention, le parti de Cunhal est un agent idéologique et politique du révisionnisme soviétique.

Le prix de la paix sociale s'achète aujourd'hui. A ce prix, si les révisionnistes portugais prennent le contrôle du futur syndicat, c'est un lot de concessions toujours plus grand que le capital monopoleur portugais devra payer aux impérialistes russes. Des accords commerciaux pour commencer, comme Cunhal **en bon ministre** est allé en signer dernièrement à Moscou. Ensuite le droit pour la flotte de guerre soviétique de faire des visites amicales dans les ports portugais — à l'entrée de la Méditerranée... —, autrement dit obtenir le droit de mouiller et de ravitailler sa flotte agressive...

Faire virer le Portugal dans la zone d'influence soviétique, voilà le rôle de Cunhal et de ses compères. Car en bon révisionniste, c'est le seul remède qu'il voit pour sauver le capital monopoleur de la débâcle économique actuelle qui touche le Portugal comme le monde capitaliste en général.

Et là encore, les contradictions sont plus vives que jamais avec le P.S. de Soarès, qui a un regard tourné vers le tiers monde...

La tentative du révisionnisme portugais de s'emparer du contrôle du mouvement syndical, revêt deux aspects tout aussi dangereux l'un que l'autre.

Le premier, tactique vise à renforcer l'influence électorale du P. « C. » P.

Le second, va **directement** dans le sens de la stratégie du révisionnisme soviétique en Europe. Que le P. « C. »P. remporte ou non une victoire aux élections, il disposerait d'une arme de taille pour favoriser les intérêts de leurs maitres soviétiques au Portugal.

Nous sommes convaincus, que tous ces projets funestes sont voués à un retentissant échec.

Le peuple et en particulier le prolétariat portugais saura s'organiser dans son parti révolutionnaire marxiste-léniniste. Il saura mener la lutte syndicale indépendamment des partis bourgeois.

Il déjouera les manœuvres des traitres révisionnistes, et s'unira aux autres peuples européens contre les deux superpuissances, notamment contre la plus dangereuse d'entre elles, le social-impérialisme russe.

Lucien NOUVEAU

U.R.S.S.-U.S.A.

UNE RUPTURE DU TRAITÉ DE COMMERCE SIGNIFICATIVE

Nous sommes loin ces jours-ci des longues déclarations du révisionnisme soviétique vantant leur camelote de « détente » et « compétition pacifique avec le *camp impérialiste* ». Voici deux ans à peine, la clique Brejnev s'agenouillait pour quémander quelques crédits aux monopoles occidentaux. Cela dans le but inavoué de tenter de résorber l'énorme gâchis de la production industrielle et agricole, et le coût élevé dû à l'intensification de la production des armements en vue de préparer la guerre; toutes ces dépenses ayant entraîné de graves difficultés financières, conséquence de la restauration du capitalisme. La clique dirigeante du social-impérialisme soviétique avait notamment multiplié les efforts pour obtenir par un traité de commerce avec son rival américain, « la clause de la nation la plus favorisée ».

Or, la semaine dernière, les dirigeants révisionnistes faisaient savoir au gouvernement Ford, qu'il rejetait l'accord, prétextant des pressions du Congrès américain, « *des ingérences dans les affaires soviétiques* », à propos de sa demande en contrepartie, de la libération de l'émigration et en particulier des Soviétiques de confession juive.

Que signifie donc tout ce tapage et ces changements de tactique ?

Une chose est sûre, ce « revirement » intervient — curieuse coincidence — au moment de la mise en veilleuse de la ligne colportée par Brejnev, sinon de la mise en veilleuse de Brejnev lui-même. Peut-être est-il malade lui aussi ?..

Le parti révisionniste de l'Union soviétique aurait-il un dernier sursaut « *révolutionnaire* » ? Chacun est bien convaincu que c'est tout le contraire.

Que ce changement de tactique correspond bien à une nouvelle étape de l'affrontement des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale. Autrement dit, que le social-impérialisme russe adapte sa politique en rapport à l'exacerbation de sa rivalité avec l'impérialisme américain.

L'année 1974 aura été l'année de la dénonciation des deux super-puissances hégémoniques. Elle aura été aussi l'année où la dispute soviéto-américaine s'est intensifiée sur tous les plans. Et dans le cadre de cette dispute, on ne doit pas regarder les deux superpuissances comme des loups de tailles égales. Bien au contraire, l'un, l'impérialisme américain est loup GRAS, qui se débat en tout sens et qui finit par s'essouffler. Le loup, le jeune loup social-impérialiste mais engraissé est un loup affamé, bien plus dangereux. Il met la patte partout où il peut le faire quand son rival abandonne une proie sous les coups mortels des peuples en arme.

La ligne de la clique Brejnev ne correspondait pas à ce nouveau rapport de force en les deux grands brigands. Bien des reculs sur le plan diplomatique des révisionnistes ont marqué l'hésitation de certains de leurs dirigeants. Or, aujourd'hui, les impérialistes russes ont la force, principalement militaire qu'ils ont développés grâce à l'exploitation du peuple soviétique et des peuples des néo-colonies d'Europe de l'Est.

Le révisionnisme soviétique n'entend plus qu'on lui dicte ce qu'il a à faire chez lui. Il n'entend pas que son rival lui donne des conseils quant au degré de fascisme chez lui. Il appelle cela « *ingérence dans les affaires intérieures* ».

Tout comme Hitler qui ne voulait écouter les bons conseils des impérialistes, notamment britanniques sur les questions de la démocratie en Allemagne fasciste, la clique bourgeoise dirigeante en U.R.S.S. entend dès à présent avoir une politique *offensive* sur tous les plans.

C'est là la véritable raison du « revirement » dans la tactique soviétique.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

BAYONNE (Lesparre) :

réponses à des critiques...

Pendant près d'un mois, les travailleurs de l'entreprise LESPARRE qui, rappelons-le, est une entreprise du bâtiment (plomberie) regroupant 20 salariés dont 18 syndiqués à la C.G.T. et un délégué du personnel titulaire ont lutté avec détermination pour faire aboutir leurs justes revendications posées à la direction depuis l'existence du syndicat d'entreprise.

Nous avons bonne mémoire pour nous rappeler que, lors du Congrès du Bâtiment du 26 octobre 1974, notre lutte fut imagée par Bernatets (1) et le rapport du Bureau de telle sorte qu'elle soit perçue par les travailleurs comme anti-syndicale. Il est clair que cette façon de procéder vise à démolir toute action à la base menée par les travailleurs, et surtout ce qui est plus important, de décliner toute responsabilité de l'Union locale ce qui peut paraître étrange pour une organisation qui se dit responsable. Il faut savoir que Bernatets par sa responsabilité de secrétaire général de la C.G.T. a tout fait pour désengager le conflit et a tenu des propos que les travailleurs ne sont pas près d'oublier comme par exemple.

« Vous voulez que l'on remue ciel et terre pour 18 gars, on ne vous connaît pas ».

Pendant notre grève, il a cité la lutte comme courageuse et exemplaire en disant devant tous les travailleurs de l'entreprise : « Vous avez gagné, il faut reprendre ». Le rapport fait par le bureau lors du Congrès reprenant exactement les termes de Bernatets 4 mois plus tard cite « Seuls des maigres avantages sur les qualifications avaient été obtenus ».

Que veulent dire ces propos contradictoires tenus en l'intervalle de 4 mois et par les mêmes personnes ? Les travailleurs aimeraient bien comprendre ces changements soudains dictés par on ne sait quels intérêts !

Considérant que les propos tenus par Bernatets et les responsables du Bâtiment sont de nature à tromper les syndiqués sur la véritable portée de la lutte que nous avons engagée à l'entreprise, il nous a paru important et nécessaire de clarifier la vérité sur l'action menée et de prouver devant tous les syndiqués que nous avons pris effectivement nos responsabilités vis-à-vis du Syndicat du Bâtiment et de l'Union Locale.

Le déroulement de la lutte

La création du syndicat d'entreprise date du 12 février 1973. C'est à cette période que nous avons tenu nos premières réunions avec les travailleurs et recherché les raisons importantes pour nous syndiquer. Nous avons choisi et recherché les raisons importantes pour nous syndiquer. Nous avons choisi et fait confiance à la C.G.T. par notre adhésion collective (18 syndiqués sur 20). Nous avons alors organisé les élections professionnelles qui ont vu l'élection d'un délégué s'étant présenté sous l'étiquette C.F.D.T., tronquant cette élection d'accord avec le patron qui était à ce moment là Brouet associé avec Lesparré, patron actuel. Le délégué suppléant élu étant C.G.T.. Nous avons formulé notre cahier de revendications lors de réunions mensuelles tenues avec les syndiqués. Les plus grandes difficultés ont été ressenties lorsque les deux patrons se sont séparés pour aboutir à l'entreprise Lesparré. Le cahier de revendications nous a été constamment refusé, les avantages acquis remis en cause et même supprimés tel que le temps de trajet pour se rendre et revenir du chantier. A la suite de ces nombreux refus, nous nous sommes réunis en Assemblée Générale où nous nous sommes déterminés pour une action illimitée non sans avoir tenu compte des possibilités de chacun et des formes d'actions et de solidarité qu'il nous faudrait nécessairement développer. Nous avons compté il faut le dire sur l'Unité d'Action qui nous semble être un élément indispensable pour vaincre le patronat en opposition constante et acharnée à sauvegarder à tout prix leurs privilèges acquis au détriment de la classe ouvrière. Seule la lutte unie de tous les travailleurs abattra le capital, principal obstacle pour une avancée socialiste. Par notre action nous y avons contribué et souhaitons que cela continue et soit compris par tous.

Nous sommes donc partis en grève le jeudi 16 mai 1974 et à partir de ce moment là, nous avons senti qu'il ne fallait pas subir la grève mais au contraire l'organiser, permettre à chacun de prendre ses responsabilités et ainsi donner une dimension éducative et plus consciente de notre mouvement. Nous avons commencé par tenir des permanences sur le lieu de l'entreprise en formant des équipes pour qu'il y ait présence continue et information à la population. Le vendredi 17 mai, 2e jour, nous nous sommes réunis pour établir nos revendications remises au patron afin qu'il y ait négociation. Une première rencontre eut lieu ce jour-là avec la direction qui n'apportera aucune solution au conflit. Les tentatives de division furent nombreuses et renouvelées par la direction :

— Menaces de licenciements,
— Division des ouvriers entre eux provoquée par la direction,
— Atteinte aux droits syndicaux (contestation d'heures de délégation),
— Présences policières sur le lieu d'embauche.

Malgré ces pressions successives, les travailleurs tiennent bon.

Le samedi 18 mai, c'est le chantage : la direction refusant de payer l'accompte dû aux ouvriers pour briser plus facilement le mouvement unitaire des travailleurs. Après de nombreuses démarches en direction de l'inspecteur du travail et en s'appuyant sur les textes législatifs nous avons obligé le patron à céder quelques jours plus tard. Nous avions déjà à ce moment là pris contact avec l'Union locale C.G.T..

La trahison des révisionnistes

Après ce premier succès des travailleurs qui a permis de resserrer les liens de solidarité, nous avons poursuivi les démarches dès le lundi 20 mai en direction de l'inspecteur du travail dans le souci d'un aboutissement rapide. Le mardi 21 mai, 5e jour de grève, nous donnons une dimension nouvelle à notre lutte en mettant tout en œuvre pour développer la solidarité de tous les travailleurs par l'explication de l'action entreprise en direction du syndicat du bâtiment et de l'Union Locale que nous avons rencontrés. Nos responsabilités, nous les avons prises par notre démarche auprès du syndicat du bâtiment qui s'est contenté par l'intermédiaire de Vélesquez de proposer que nous fassions un tract qui serait diffusé aux travailleurs. Nous rappelons que ce tract a été fait et distribué dans toutes les entreprises par les soins des grévistes et qu'aucun responsable du bureau n'a participé à cette diffusion en dehors du secrétaire pourtant très critiqué par des militants que nous qualifierons d'irresponsables tant l'intérêt qu'ils manifestent aux travailleurs est dépourvu de conscience. Mieux même, sur l'instance de Vélesquez nous lui avions laissé des tracts qu'il s'était chargé de faire parvenir aux travailleurs de l'entreprise Liminana. Ces *tracts ont été retrouvés peu avant le Congrès, c'est-à-dire cinq mois après leur tirage* (*), sur le bureau Bâtiment par le secrétaire et qui plus est sous une pile de dossiers, ce qui fait qu'ils ne risquaient pas d'être distribués ni lus par les travailleurs.

Nous avions pris la C.G.T. pour une organisation sérieuse !

Leurs militants les plus responsables sont-ils à la hauteur de la confiance que leur témoignent les syndiqués !

Nos responsabilités nous les avons encore prises et cela en direction de l'Union Locale en prenant contact avec Bernatets pour lui situer également le sens de notre action et voir dans quelles conditions pouvait se développer l'information et la solidarité des travailleurs d'autres industries. Nous lui faisons part de notre intention de distribuer un tract d'information à Bréguet et à Turbo pour expliquer notre grève. Il nous propose alors que la diffusion passe par les délégués de l'intérieur de l'usine. Il n'y a aucune opposition de notre part et nous remettons les tracts au syndicat des Métaux C.G.T.. Nous nous sommes rendus compte par la suite que les tracts ont été bloqués à Bréguet et Turbo et que les collectes n'ont été réalisées qu'après la reprise du travail, c'est-à-dire plusieurs mois après le début de la grève. POURQUOI ?

Bernatets nous a fait savoir que nous avions commis des erreurs. Il nous a dit principalement de ne *« jamais mener une action en comptant sur les autres, ne pas faire une grève en fonction de la solidarité extérieure »*. Il dit aussi : *« Nous devons orienter en imposant la reprise aux travailleurs »*. Les jours suivants, nous intensifions les démarches auprès de l'Inspecteur du Travail et de la direction. Parallèlement, nous nous organisions en cherchant les moyens financiers et éducatifs propres à relancer le mouvement du fait de l'échec de l'Unité d'Action.

Ces moyens ont été très divers tels que :

— 2 collectes organisées à Carrefour avec panneaux et banderoles exprimant clairement le sens des revendications et les raisons de la grève,
— Une bourriche permettant une rentrée d'argent en même temps que la popularisation de la lutte,
— La tenue des permanences au siège de l'entreprise,
— L'information de la population sur nos revendications et la nature du conflit par un 2e tract distribué dans la rue,
— Même information parue dans la presse locale et diffusée à la radio.

Après analyse concrète de l'action vécue nous pensons avoir pris et épuisé tous les moyens dont nous disposions afin d'élargir le plus possible la popularisation de notre mouvement qui, nous en sommes persuadés, avait toutes chances de succès par l'unité la plus totale de tous les travailleurs. Cette affirmation nous a été confirmée dès la reprise du travail par le nombre de chantiers en retard, qui, a occasionné un déplacement important du personnel de DAX (même entreprise) délaissant par la même leurs chantiers. Le patron n'arrivait plus à tenir ses engagements et devait payer de nombreuses pénalités causées par les retards occasionnées par la grève.

Ayant été en mesure de prendre nos responsabilités, et les ayant effectivement prises, nous ne saurions permettre à des personnes étrangères à notre lutte par leur comportement d'en dénigrer systématiquement les valeurs essentielles. Que ceux là mêmes qui se dressent en accusateurs aient le courage de prendre leurs responsabilités puisqu'ils se disent responsables et ne se défilent pas par peur de choquer l'opinion.

LA CLASSE OUVRIERE N'EST PAS DUPE,

ELLE DEMANDERA DES COMPTES.

Les travailleurs grévistes de l'entreprise LESPARRE organisés à la C.G.T.

* Souligné par nous Comité de Rédaction de l'Humanité Rouge,

(1) Bernatets est un ponte de la C.G.T., membre du P.«C.»F.. Il est secrétaire des Métaux « Bréguet-Dassault» et secrétaire de l'Union locale.

PORTER LE FER DANS LA PLAIE

Partout, où les communistes marxistes-léninistes, les ouvriers avancés savent porter le fer dans la plaie, la classe ouvrière s'arrache effectivement à l'influence du révisionnisme moderne.

Lorsque les communistes marxistes-léninistes, les ouvriers avancés appliquent la juste ligne prolétarienne, la ligne classe contre classe, à la base et dans l'action, il ne fait aucun doute que la lutte entre deux lignes — ligne prolétarienne contre ligne de collaboration de classes — connait un retentissement jusque dans les congrès.

C'est ainsi que les travailleurs de l'entreprise de plomberie « Lesparre » à Angelet près de Bayonne ont par leur pratique, dans la grève qu'ils ont déclenchée le 16 mai 1974 (voir article publié dans l'« Humanité Rouge » n° 233), mis à nu les porteurs de la ligne révisionniste. Pratiquant l'unité de classe avec leur secrétaire syndical, ils ont déjoué intrigues et complots contre leur lutte qui dura près d'un mois. La lutte de classe, la lutte entre deux lignes s'est poursuivie après la grève au sein du bureau du syndicat du Bâtiment C.G.T. de Bayonne. Cette lutte entre deux lignes opposées dans le mouvement ouvrier et syndical a connu une nouvelle étape avec la convocation du congrès 1974 du bâtiment et des travaux publics C.G.T. le 26 octobre

(Suite page 4)

DERNIERE MINUTE :

DISCOURS DU CAMARADE CHOU EN-LAI A LA SESSION DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE CHINOISE

(Extraits sur la politique étrangère de la R.P.C.)

La première session de la quatrième Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine a siégé à Pékin du 13 au 17 janvier 1975.

C'est pour les marxistes-léninistes, ainsi que pour notre peuple un événement de grande importance. La présente session s'était fixée pour tâche : **la révision de la constitution, le rapport de travail du gouvernement et l'élection du personnel dirigeant de l'Etat.**

Le 13 janvier, sur décision du C.C. du P.C.C., **Chou En Lai** présenta le rapport sur les activités du gouvernement, dont nous passons les extraits se rapportant à la **situation internationale et à la politique étrangère du Parti et de l'Etat.**

L.N.

DEPUTES,

A l'heure actuelle, la situation internationale est toujours caractérisée par de grands bouleversements dans le monde, bouleversements qui d'ailleurs s'accentuent chaque jour davantage. Le monde capitaliste se trouve confronté à la crise économique la plus grave de l'après-guerre, et les diverses contradictions fondamentales du monde ne font que s'exacerber davantage. D'une part, la tendance des peuples de partout à la révolution s'affirme avec une vigueur accrue. *Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, et les peuples veulent la révolution.* C'est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'histoire. Et d'autre part, les deux superpuissances, Etats-Unis et Union Soviétique, se disputent avec un acharnement croissant en vue de l'hégémonie mondiale. Elles portent leur rivalité dans tous les coins du globe, et le point-clé de cette rivalité, c'est l'Europe. Le social-impérialisme soviétique fait du vacarme à l'est tout en attaquant à l'ouest. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ces deux superpuissances, constituent, à notre époque, les plus grands oppresseurs et exploiteurs internationaux, de même que le foyer d'une nouvelle guerre mondiale. Leur dispute acharnée aboutira un jour ou l'autre à une guerre mondiale, et les peuples du monde doivent y être préparés. On parle de détente et de paix partout sur notre planète : cela prouve justement qu'il n'y a pas de détente en ce monde, et qu'il saurait encore moins être question de paix durable. A présent, les facteurs de la révolution, de même que ceux de la guerre, vont grandissant. Que la guerre provoque la révolution ou que la révolution conjure la guerre, la situation internationale continuera d'évoluer à l'avantage des peuples, et l'avenir du monde sera toujours radieux.

Nous devons continuer d'appliquer la ligne révolutionnaire du Président Mao pour les affaires étrangères, avoir les peuples dans notre cœur et placer nos espoirs en eux, afin de mieux faire notre travail sur le plan extérieur. Nous devons rester fidèles à l'internationalisme prolétarien et resserrer notre unité avec les pays socialistes et des peuples et nations opprimés du monde entier, en renforçant le soutien mutuel. Nous devons nous unir avec toutes les forces qui peuvent s'unir à nous dans le monde pour combattre le colonialisme, l'impérialisme et en particulier l'hégémonisme pratiqué par les superpuissances. Nous sommes disposés à nouer et à développer des relations avec tous les pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique.

Le tiers monde constitue la force principale dans le combat contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme. La Chine est un pays socialiste en voie de développement, elle appartient au tiers monde. Nous devons resserrer notre union avec les pays et les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et les soutenir fermement dans leur lutte pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale, la défense de la souveraineté d'Etat, la préservation des ressources nationales et le développement de l'économie nationale. Nous appuyons avec fermeté les justes luttes menées par les peuples de Corée, du Vietnam, du Cambodge, du Laos, de Palestine et des pays arabes ainsi que d'Afrique Australe. Nous apportons notre soutien à la lutte menée par les pays et les peuples du second monde contre la mainmise, la menace et les vexations des superpuissances. Nous soutenons les efforts que déploient les pays d'Europe occidentale pour s'unir dans cette lutte. Nous sommes prêts à œuvrer, de concert avec le gouvernement et le peuple du Japon, pour resserrer les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux pays sur la base de la déclaration conjointe sino-japonaise.

Il existe des divergences fondamentales entre la Chine et les Etats-Unis. Grâce aux efforts conjugués de part et d'autre, les relations sino-américaines se sont améliorées dans une certaine mesure et les contacts entre les deux peuples se sont développés au cours des trois dernières années. Les relations entre les deux pays pourront continuer de s'améliorer, pourvu que les divers principes énoncés dans le communiqué sino-américain de Changhaï soient scrupuleusement mis en application.

La clique dirigeante de l'Union Soviétique a trahi le marxisme-léninisme. Les controverses qui nous opposent a elle sur les questions de principe se poursuivront pendant longtemps encore. Toutefois, nous avons toujours été d'avis que ces controverses ne devaient pas entraver le maintien des relations étatiques normales entre la Chine et l'Union Soviétique. La direction soviétique a pris une série de mesures visant à détériorer les rapports sino-soviétiques : elle a mené des activités de subversion contre la Chine, et en est venue a provoquer des conflits armés à la frontière. Reniant l'entente déjà réalisée en 1969 entre les chefs de gouvernement des deux pays, elle a refusé de conclure un accord sur le maintien du statu quo à la frontière, la prévention du conflit armé et la rupture du contact entre les forces armées, des deux parties dans les régions contestées à la frontière, accord qui comprend entre autres le non-recours mutuel à la force et la non-agression mutuelle, de sorte que les négociations sino-soviétiques sur les problèmes de la frontière n'ont pas enregistré de résultats jusqu'à présent. Elle ne reconnaît même pas l'existence de régions contestées à la frontière sino-soviétique ni même n'accepte la rupture du contrat entre les forces armées des deux parties dans ces régions et la prévention du conflit armé, mais elle parle à satiété de ce qu'elle appelle traité sur le non-recours mutuel à la force et traite sur la non-agression mutuelle, lesquels sont vides de sens. A quoi donc vise-t-elle par là, sinon à tromper le peuple soviétique et l'opinion mondiale ? Nous aimerions donner à la direction soviétique un conseil : vous feriez mieux de vous asseoir et de négocier honnêtement pour résoudre ne serait-ce que quelques problèmes, et de mettre un terme à ce petit jeu trompeur.

Le Président Mao nous enseigne : *creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre à l'hégémonie, se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple.* Nous devons rester vigilants, renforcer notre défense et nous préparer à faire face à la guerre. L'héroïque armée populaire de libération assume la glorieuse tâche de défendre sa patrie. Toute l'armée doit appliquer résolument la ligne du Président Mao en matière d'édification de l'armée, renforcer cette édification et intensifier les préparatifs en prévision d'une guerre. Il faut soigneusement mener à bien l'édification de la milice populaire. L'armée populaire de libération et les larges masses de la milice populaire doivent, de concert avec le peuple de nos différentes nationalités, se tenir constamment prêtes à anéantir tout ennemi qui s'aviserait d'envahir notre pays.

Nous libérerons Taïwan. Que nos compatriotes de Taïwan et notre peuple tout entier s'unissent et œuvrent conjointement pour atteindre ce noble objectif : libérer Taïwan et réunifier la patrie.

(Suite de la page 3)

1974 à la Bourse du Travail de Bayonne. Le rapport essentiellement positif présenté à ce congrès par le camarade Moncade, secrétaire du Bâtiment C.G.T., présentant et motivant les raisons de ce congrès dont l'origine remonte à la participation du camarade Moncade avec quelques travailleurs, à la manifestation du 1er mai 1974 organisée par le Cercle marxiste-léniniste de Bayonne en voie d'intégration à l'Humanité Rouge et divers organisations espagnoles. Ce rapport met en évidence la ligne prolétarienne, démontre de façon concrète la ligne de collaboration de classe des commis de la bourgeoisie infiltrés dans les rangs ouvriers qui trahissent les intérêts du prolétariat dans les luttes ; dans des journées nationales d'actions cantonnées aux « défilés » et aux « motions » ; dans les commissions paritaires sur le plan régional et non plus départemental, en signant des accords inférieurs aux précédents, etc.

Face à ce rapport, la ligne révisionniste fut présentée dans un contre-rapport reprenant l'électoralisme, le macabre « programme commun », mettant en avant le défaitisme bien connu des révisionnistes « savoir finir une grève » face à un patron qui ne veut rien céder, s'en prenant aux « irresponsables », à l'« aventurisme » et autres calomnies ; ce rapport réserva l'essentiel de ses coups à la ligne prolétarienne représentée par le camarade Moncade, secrétaire général, en reconnaissant que la direction sortante se présentait divisée en deux.

A ce congrès, huit délégués soutinrent la ligne prolétarienne défendue par le camarade Moncade, alors que vingt et un délégués — parmi lesquels des éléments trompés — refusèrent que le camarade Moncade et un autre membre du bureau sortant soient membres du nouveau bureau, mais ne les excluèrent pas de la C.G.T. tellement le courant de la ligne prolétarienne est fort.

Pour exprimer ce courant prolétarien nous publions dans nos colonnes l'excellent texte des travailleurs de l'entreprise Lesparre organisés à la C.G.T.

Luc DACIER

EN AVANT POUR L'HR QUOTIDIENNE !

Un journal comptant sur ses propres forces

L'Humanité Rouge n'a jamais été riche, mais elle a toujours compté exclusivement sur *« ses propres forces »*, c'est-à-dire sur le soutien actif et désintéressé des pauvres, des petites gens, des masses populaires, des ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires.

L'annonce de son passage à une périodicité quotidienne soulève inquiétude et colère dans les rangs de la bourgeoisie.

La surveillance policière de nos locaux et des activités de nos dirigeants et militants redouble. Pressions et intimidations de toutes sortes témoignent qu'il ne faut pas se laisser illusionner par les bonnes paroles sur le *« libéralisme »* des nouveaux hommes au pouvoir depuis le dernier scrutin présidentiel. C'est la même politique de classe qui continue en s'appuyant sur des méthodes plus habiles, et donc plus efficaces que celles mises en œuvre précédemment. Ponia, ce n'est plus Marcellin, mais c'est encore plus dangereux. Les micros n'ont pas disparu pour tout le monde, soyons en bien assurés, et renforçons notre vigilance, notamment aux domiciles des militants ayant quelques responsabilités et dans tous les locaux que nous sommes amenés à fréquenter pour notre travail politique !

Mais les plus furieux de notre initiative sont les révisionnistes. Les voici de nouveau qui agissent avec leur brutalité, leur violence de classe au service de la bourgeoisie, en différents endroits, en diverses circonstances. Ils agressent nos militants, dans l'ombre, quand ils sont hors de vue des ouvriers, hors de vue des masses populaires. Ils publient des tracts remplis de haine et sans aucune argumentation politique, l'insulte est leur seul argument.

Ils utilisent aussi les agissements, au moins objectifs, de groupes prétendus « gauchistes » mais bel et bien droitiers, comme les trotskistes ou le pseudo-P.C.R. faussement M.L. qui a succédé à Front Rouge. Ces derniers se livrent à des agressions physiques par surprise contre des camarades isolés ou peu nombreux. D'autres, comme les trotskistes de « Rouge » lancent les habituelles calomnies de la bourgeoisie et des révisionnistes proclamant que l'*H.R.* quotidienne sera « financée » par les Chinois ! Sans doute ces gens qui ne savent pas ce que c'est que de pouvoir s'appuyer sur ses propres forces, sur le soutien des travailleurs, s'imaginent-ils que nous sommes à leur méprisable image !

Quelle bataille !

L'*H.R.* quotidienne sera pauvre, oui, ne bénéficiera que d'une présentation très modeste, ne recevra aucun appui financier des banques, de l'Etat comme *l'Humanité* blanche, ou de la publicité capitaliste, ou des services spéciaux des superpuissances, C.I.A. américaine ou K.G.B. soviétique.

Quelle bataille, amis lecteurs, sympathisants et camarades !

Alors, aidez-nous, tout de suite, sans attendre, envoyez-nous votre souscription, envoyez-nous le maximum possible, consentez le plus grand sacrifice possible à la juste cause qui est la vôtre, pour votre journal, pour l'*Humanité Rouge* quotidienne !

Grâce à vous tous, avec nous, ensemble nous gagnerons cette nouvelle bataille historique : le lancement de l'*H.R. quotidienne !*

Le 25 janvier 1975

Nos insuffisances...

Dans la dernière période, nous avons commis des erreurs, nous avons fait preuve d'insuffisances graves.

Deux exemples : nous avons présenté un premier numéro d'H.R.-quotidienne comme « numéro de lancement » alors qu'il s'agissait d'un numéro d'ESSAI présentant de très nombreux défauts. Que partout nos lecteurs comprennent qu'il s'agissait exclusivement d'une première expérience, et non du numéro de lancement qui verra le jour quand nous aurons réussi à progresser et à maîtriser les moyens techniques ainsi que la formule du contenu rédactionnel.

Sachons discerner nos insuffisances à temps pour les corriger !

Par ailleurs, nous avons tiré des tracts publicitaires pour annoncer le prochain lancement du Quotidien. Mais sur ces tracts ne figure ni notre adresse postale ni notre numéro de compte-chèques postaux ! N'est-ce pas une très grave insuffisance, compte tenu du nombre de tracts tirés ?

Localement des camarades ont rectifié en tamponant les tracts avec notre adresse, et nous ont adressé leurs critiques tout à fait justes.

Apprenons à mieux travailler, avec moins de précipitation et plus sérieusement, c'est là encore une question de ligne idéologique.

Aidez-nous, Amis lecteurs, Sympathisants et Camarades à corriger nos défauts, envoyez-nous vos justes critiques, ainsi seulement pourrons-nous progresser et remporter de nouveaux succès !

MEETINGS HUMANITE-ROUGE :

- **NANTES : 1er février, 15 h 30**
  Cinéma « Le Concorde », 79, bd de l'Egalité
  « QUELLE VOIE PRENDRE »
  Situation nationale et internationale
- **TOULOUSE : 31 janvier**
  « Le social-impérialisme, danger principal en Europe »

Souscription

Total précédent	530 354,90
Soutien à H.R., C.D.H.R. Staline C	150
C.D.H.R. Frankel	20
Pour renforcer le mouvement revndicatif ouvrier anti-révisionniste	25
Soutien de décembre, C.D.H.R. Lou Sin	200
Soutien permanent C.D.T.	4
C.D.H.R. Péri N.O.	50
C.D.H.R. Dimitrov	69,80
C.D.H.R. Stalingrad	60
C.D.H.R. Baillet	100
Fabien II	100
Fabien Bancic, Soutien à H.R.	20
Fabien T. Pierre	100
Pascale	1
Luc	1
C.D.H.R. J. Staline S.	20
Jeanne et Fernand	100
Soutien à H.R. décembre, C.D.H.R. J. Staline S.	200
Pour l'élimination du révisionnisme, un postier	5
Soutien à H.R., J. Staline S	300
Souscription anonyme	70
C.D.H.R. Guy Moquet	10
C.D.H.R. J. Staline C.	80
J.V., souscription permanente, janvier	16
Soutien à H.R., A.P.	16
Sur un marché	23,70
C.D.H.R. Clara Zetkin	53,70
C.D.H.R. G. Péri	50
Des travailleurs du Sud-Ouest	115
Total de la quinzaine	1 960,20
Total général utilisé pour le réglement des dettes de l'H.R.	532 315,10

Secours Rouge Prolétarien
Pour Hollenstein

C.D.H.R. J.-P.-Timbaud	36
C.D.H.R. Dallidet	4
Pour les travailleurs d'Hollenstein	32,90

Pour les familles de mineurs de Liévin

M. S., fille de mineur décédé de la silicose	100
G.B., une femme d'un mineur décédé	25
Rappel : total de la souscription du n° 250	2 694,75

POUR LES NOUVEAUX ABONNES A H.R. OU LES REABONNES

Pour les anciens abonnés qui ont renouvelés leurs abonnements soit sur le tri-hebdomadaire (futur quotidien) soit sur le bi-mensuel (ancien H.R. hebdomadaire), soit sur le bi-mensuel et le tri-hebdomadaire verront leurs abonnements commencer à partir du 25 janvier 1975 ou 1er février 1975 (parution de numéros spéciaux d'essais) pour une période de 6 mois à partir de cette date.

H.R.

Ne pas oublier de joindre les nouveaux tarifs d'abonnement, SVP. Pour l'étranger nous consulter.

POUR LES ANCIENS ABONNES H.R.

Les anciens abonnements à H.R. hebdomadaire (désormais bi-mensuel) sont automatiquement terminé avec ce numéro 252.

Pour ceux qui n'ont pas encore répondu aux nouveaux type d'abonnements qu'ils choisissent, ils verront automatiquement le solde des numéros restant à leur être servi reportes sur le bimensuel (un par quinzaine) jusqu'à la fin de l'abonnement primitivement prévu.

LE CAMARADE SERGE AMIZET EST DÉCÉDÉ

Chers camarades, c'est avec une profonde douleur que nous vous informons de la mort accidentelle de notre camarade Serge Amizet. Nous vous demandons de faire transmettre par vos colonnes à travers toute la France, l'hommage que nous lui avons rendu, lui qui est pour nous tous un grand exemple.

C.D.H.R. Joseph Staline

Les marxistes-léninistes, regroupés autour du journal « l'Humanité rouge » n'oublieront jamais leur camarade Serge Amizet.

Sa vie, bien que cruellement trop courte est un grand exemple.

Comme il aimait à le dire avec une juste fierté, il est toujours resté du côté de sa classe d'origine, la classe ouvrière, malgré ses diplômes, refusant de s'embourgeoiser et de devenir un instrument au service de la classe dominante.

C'est dans les actes et pas seulement en paroles qu'il mit en pratique avec toutes ses implications le principe de servir le peuple et qu'il participa au combat si difficile mais si enthousiasmant pour instaurer une société nouvelle, le socialisme garanti par la dictature du prolétariat, sur les ruines de la société capitaliste pourrissante où la bourgeoisie exerce encore sa dictature.

Son attachement sincère et solide à la cause du prolétariat, sa profonde confiance dans les masses populaires lui ont fait rejeter la collaboration de classe, l'esprit de conciliation avec la bourgeoisie et en particulier avec le révisionnisme moderne.

Son esprit révolutionnaire conséquent l'amena à brandir lui-même le glorieux drapeau rouge du marxisme-léninisme face et contre l'imposture du révisionnisme moderne qui a renié les enseignements de Marx et Lénine en les vidant de tout leur contenu révolutionnaire.

Notre camarade Serge Amizet contribua activement à l'édification de l'avant-garde marxiste-léniniste notamment en participant au ralliement de la Gauche Révolutionnaire à l'Humanité Rouge.

Notre camarade Serge Amizet était taillé dans cette étoffe à part dont sont faits les vrais communistes, sachant résister aux adversités et aux tempêtes qu'entraine l'adhésion à un tel parti, s'attachant à tisser des liens toujours plus étroits avec la classe ouvrière de Clermont.

La disparition tragique de notre camarade renforce aujourd'hui notre détermination à poursuivre son combat qui est aussi notre combat pour l'indépendance nationale, contre l'hégémonisme des deux super-puissances, contre le révisionnisme moderne, pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat en France et dans le monde, pour le socialisme et le communisme.

Les marxistes-léninistes regroupés autour du journal l'Humanité Rouge remercient vivement l'Union Nationale des Etudiants Marocains et la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France pour leur témoignage de sympathie qui nous a profondément touché.

Les mines : enquête de l'H. R.

NON AU TRAVAIL AU RENDEMENT, LA SECURITE D'ABORD !

Ce qui est caractéristique, c'est que face à la colère des mineurs, immédiatement on a vu la presse du pouvoir et de la presse révisionniste (*Liberté*) et réformiste (*Nord-Matin, Journal de la Démocratie socialiste !*) faire chorus sur les termes de « la fatalité tragique... l'imprévisible ». Les titres des rubriques étaient très signifiicatifs.

« S'en remettre à l'enquête », c'était le mot d'ordre ; faire confiance à la légalité bourgeoise, ne rien faire, ne pas impulser la colère légitime des mineurs mais au contraire la stériliser en disant que d'après les premiers éléments de l'enquête, il y a eu des éléments que l'on ne peut pas contrôler ou que l'on ne peut pas expliquer.

LA DEMOBILISATION REVISIONNISTE ET REFORMISTE

Près d'un mois après la catastrophe, dans la même presse du 12 et 13 janvier, les titres n'ont pas changé : « La catastrophe ne ressemble — sous ses aspects techniques — à aucune de celles l'ayant précédée ».

Et les sous-titres des paragraphes : « Personne n'a vu, personne ne sait ; une imprévisible conjonction.» Cette presse cherche à faire admettre qu'au fond ce coup de grisou échappe à la possibilité qu'a l'homme de le prévenir. *Nord-Matin* écrit :

« D'une part, il faut classer les *certitudes*. Il *s'agissait* d'un *chantier en préparation*, donc *exempt ou presque de poussières charbonneuses*.

Le matériel descendu en vue de tème de sécurité était en place.

La deuxième partie de l'article « une imprévisible conjonction », c'est la conclusion logique de leur travail de sape :

« S'il faut pour l'instant, selon les ingénieurs et les syndicalistes *de bonne foi, tenir muettes les hypothèses qui viennent à l'esprit, il convient peut-être d'en retenir une seule : c'est une combinaison d'éléments, une tragique et sans doute imprévisible conjonction de paramètres dont certains, comme le dit le président du Bassin, sont inhabituels* (3) *qui est à l'origine du drame.* »

Nous savons que les coups de poussier, les coups de grisou, la silicose, ne sont pas des catastrophes inévitables, imprévisibles. On sait

presse importante et lue, donc ils contrôlent l'information) ce qui fait qu'ils ont une influence considérable.

Des militants révisionnistes disaient : « Il faut attendre l'enquête, on ne peut pas lancer des slogans comme " Houillères assassins " sans qu'on sache exactement ce qu'il en est de ce coup de grisou. » Ils reprenaient donc la même argumentation. Jamais dans les heures qui ont suivi ils ont eu une attitude offensive, c'est-à-dire chercher à mobiliser les travailleurs ; à refuser de travailler tant que les conditions de sécurités n'étaient pas respectées.

Dans les puits 16 et 18, il y a eu un mouvement de grève le lendemain, mais il n'en a pas été fait un large écho dans la presse locale, et c'était volontairement limité à une journée. Dans les jours qui ont suivi, il y a eu aussi des luttes qui ont été menées pour la sécurité ; précisément, quand on voyait des dangers, on faisait appel au chef, ça freinait la production pendant quelques jours.

IL N'Y A PAS DE FATALITE

La quasi-totalité des mineurs sont persuadés que le grisou ou le coup de poussier peuvent être évités. Il ne font pas confiance aux enquêtes, parce qu'il y en a déjà eu. En février 1965, il y a eu un coup de grisou qui a fait 21 morts, il y a eu l'enquête qui a démontré au bout de plusieurs mois, qu'il y a eu des fautes très graves commises du point de vue de la sécurité. Si l'enquête a abouti à des conclusions démontrant les erreurs commises contre la sécurité et la vie des mineurs, ça n'a rien modifié dans leur existence, dans leur vie, dans leurs conditions de travail. Ça les a confirmé dans leur point de vue, ce qu'ils savaient déjà, et puis ils n'ont pas vu ensuite se concrétiser à la suite de ces résultats les conditions de sécurité au fond.

Pour nous, marxistes-léninistes, on ne s'en remet pas à la légalité bourgeoise pour dénoncer les responsabilités de la catastrophe, mais on appelle les masses à s'emparer elles-mêmes de l'enquête, à prendre en main leurs propres affaires.

Rappelons que Giscard d'Estaing était ministre des Finances lors de la grande grève des mineurs en 1963. Les mineurs se sont battus pendant deux mois pour obtenir des augmentations de salaires, etc.

« Coup de grisou ou coup de poussier » ? Voilà comment la fausse gauche oriente volontairement sur des problèmes secondaires pour cacher l'essentiel et démobiliser les mineurs.

l'exploitation était en excellent état. *L'aérage était normal, même dans le secteur de foudroyage de la taille exploitée* (voir notre dessin paru le 11 janvier) *où l'air circulait selon un débit de* 3 m3 *seconde dans les éboulis en cours de tassement.*

Les appareils Staffanels (1) *étaient en place. Les vérifications en teneur de gaz avaient été faites dans les délais réglementaires* (2). *Réglementaires aussi étaient les différentes pentes selon lesquelles les galeries avaient été creusées. On n'a trouvé aucune possibilité de stockage du gaz dans des poches non ventilées.* Enfin, les hommes qui se trouvaient là étaient des ouvriers exercés et dont les qualités professionnelles sont indiscutables.

Et l'on pourrait sans doute allonger la liste des certitudes. »

C'est clair qu'il y a une volonté de démobiliser les masses dans leur colère, puisque soi-disant tout le système que l'homme est capable de domestiquer tous ces éléments-là, et la presse bourgeoise (de droite comme de « gauche ») fait tout pour démontrer l'inverse, afin de démobiliser l'ensemble des travailleurs chez qui un tel crime soulève l'indignation.

La fausse gauche, pour ne pas paraître avoir aux yeux des masses le même point de vue que la direction, font paraître le lendemain dans la presse qu'il ne faut pas trop mettre les accidents au compte de la fatalité. Ce qui est en contradiction avec l'analyse du journal de la veille.

Ceci est d'autant plus important, du fait que les socialistes et les révisionnistes ont une influence hégémonique dans cette région (aux alentours de 80 % des voix aux élections); ils ont un impact et il faut dénoncer leur politique antiouvrière. Le « P.S. » sur Liévin tient, avec les révisionnistes, tous les éléments du pouvoir(la municipalité, la

L'ANALYSE DU COUP DE GRISOU

Les témoignages recueillis permet tent déjà de faire apparaître plusieurs manquements très graves à la sécurité.

1° La voie 72, galerie fermée par de simples madriers, qui pouvait laisser s'accumuler le grisou dans cette voie (galerie) et donc le risque d'accident. Elle n'avait pas été dégazée, faute d'installation de machine à sondage.

2° Pas de système de télégrisoumètre permettant de mesurer fréquement la teneur en grisou (comme il aurait dû nécessairement exister) ; mais seulement des gaziers, comme il en existe depuis des dizaines et des dizaines d'années, qui se baladent avec une lampe, quand elle s'éteint c'est le signe qu'il y a un pourcentage de grisou important.

Le 28 décembre, le directeur des Houillères, dans une conférence de presse, a révélé qu'effectivement l'installation de grisoumétrie n'était pas encore terminée. Il a laissé travailler des mineurs dans une taille qui n'était pas une taille d'exploitation, mais une taille (un chantier) en préparation. Soi-disant que la fosse 3 de Lens était peu grisouteuse, c'est un argument suffisant pour justifier l'absence d'appareil de télégrisoumétrie (pour 8 000 hommes au fond). Et d'après *Nord-Matin*, elle était exempt ou presque de poussière charbonneuse.

On peut faire la différence avec les conditions en Chine, sous la dictature du prolétariat, où avant toute chose, avant que tout travail soit commencé, la première chose qui est installée, c'est tout ce qui sert aux hommes qui vont venir (logements, salle pour les spectacles, infirmerie, école, crèche, etc.). L'homme est le capital le plus précieux.

Une autre question que se sont posés aussi les mineurs, c'est «pourquoi ne s'est-on pas inquiété de la chaleur suffocante (plus de 30°) et du taux de poussière anormal qui régnait dans certains secteurs des Six Sillons ? Comment a-t-on pu admettre que cette galerie en cul-de sac soit ni aérée, ni ventilée, ni isolée ?

Le puits 3 (de Liévin) est réputé pour être extrêmement poussiéreux. La proportion de mineurs silicosés est extrêmement élevée.

Est-ce que les galeries ont été suffisamment arrosées avant la reprise du travail ?

LA RENTABILITE AU POSTE DE COMMANDE

La récession des charbonnages a conduit à n'exploiter que les puits qualifiés à être les plus rentables.

Dans un chantier comme celui-là, les perspectives n'étant pas extrêmement importantes, si on veut qu'il y ait garantie totale pour les mineurs, ça suppose des investissements importants. Là, il semblait qu'après l'exploitation du quartier Jeanne et des Six Sillons, on arrête le puits, donc en regard du peu de temps d'exploitation et de rentabilité, pas question de faire de gros investissements. Dans la logique capitaliste, il revient moins cher aux Houillères de payer des pensions aux veuves des mineurs que d'investir pour la sécurité, ils spéculent sur ce qui leur revient le moins cher. D'ailleurs, *Libération* et *l'Humanité* blanche avaient publiés ce que touche une veuve de mineurs ; non seulement c'est démobilisateur mais c'est odieux, car ils ont beau dire que ce n'est pas beaucoup, même si elles touchaient beaucoup, qu'est-ce que c'est par rapport à la vie d'un homme ? Ce sont les mineurs qui payent cela de leur sang, de leur vie. Cela se retrouve à tous les niveaux.

L'HABITAT

Les mineurs peuvent quitter leur logement, qui leur est fourni par les Houillères, par exemple parce qu'ils ne peuvent plus y vivre : les plafonds fissurés qui risquent de s'effondrer à tout moment. Il y a eu 35 familles dans le coron, rue de Labraugain, qui est le coron juxtaposant le puits 3, qui ont dû quitter leur logement parce que le plafond s'écroulait, parce que vu que ça repose sur des galeries, il y a des mouvements de terrain, d'affaissement. Chez moi (dit un fils de mineurs) par exemple, il y a deux ans, au printemps, le trottoir s'est soulevé de 75 cm d'un seul coup. La maison juste à côté, le plafond des chambres du dessus s'est effondré et la famille a dû abandonner ce logement. Dans la cuisine de mes parents, le mur était fissuré sur toute la longueur, sur trois mètres, une fissure béante, puisqu'il y avait le bas du mur qui s'était avancé, on voyait l'épaisseur de la brique sur 10 cm environ et le mur du dessus qui repose à porte-à-faux ; un danger de mort permanent. La description de *Germinal* des corons elle est encore vraie aujourd'hui !

Quand mes parents ont abandonné ce logement, en juillet dernier, le garde des mines (le piqueur, celui qui au nom des Houillères est chargé de la remise des clefs) a procédé à un état des lieux. Je lui ai fait remarquer les différentes fissures (plafond, premier étage et l'énorme brèche dans la cuisine), qu'il suffisait d'un mouvement de terrain pour que tout s'effondre. Résultat sur le rapport : fissure dans la cuisine, mais réparable, ce logement peut être reconfié à une autre famille. Alors que pendant un an mes parents ont vécu dans une angoisse de tout voir s'écrouler et ont quitté ce logement la peur au ventre.

Au moment de la remise des clefs, il faut payer le curage du puisard (70 francs), on fait curer aussi les w.-c. (30 francs). Ces familles payent le curage et celui-ci n'est jamais fait ! Si bien que les familles qui restent protestent parce que plusieurs mois après c'est irrespirable.

Cent francs par familles qui vont dans les poches des Houillères (nationalisées, rappelons-le) et qui témoignent du mépris des masses car elle ne tient absolument pas compte des gens qui restent dans de véritables taudis.

Un mineur à la retraite et qui abandonne ce logement des mines, comme mon père qui a officiellement 90 % de silicose, c'est-à-dire 100 % en réalité, a deux possibilités : soit que en l'échange de l'abandon du logement des mines il va toucher un loyer (120 francs par mois) ; la seconde possibilité qui s'offre au mineur c'est celle d'abandonner définitivement, purement et simplement leur droit au logement, dans ce cas les Houillères versent l'équivalent de 1,5 à 2 millions (d'anciens francs). Dans le cas d'un retraité (qui a 90 ou 100 % de silicose) il sait que son espérance de vie est comptée, donc pour lui l'intérêt évident c'est cette solution. C'est ce qu'il a fait, mais on lui a refusé parce que *c'est une commission des Houillères qui décide*, si oui ou non tu as le droit de racheter ou de toucher 120 F par mois. Pourquoi les Houillères ont-elles refusées ? Ils ont spéculé sur l'espérance de vie de mon père, qui en a seulement pour quelques mois, d'après les estimations des médecins des Houillères ; ça leur revient dont moins cher de payer quelques mois que deux millions. Tous les refus sont pour la même raison.

LA SILICOSE

C'est la rançon du mineur dans la société capitaliste. Médicalement, c'est au niveau des poumons, toute la capacité respiratoire diminue au fur et à mesure où les poussières obstruent les alvéoles par lesquelles on respire, elles se bouchent progressivement et c'est l'asphyxie. A partir d'un certain pourcentage (environ 30%), le phénomène devient irréversible, même si on remonte au jour. Les mineurs de fond sont pratiquement foutus vers 30, 35 ans.

Le taux de silicose est déterminé par les médecins des mines qui falsifient les chiffres, car dès qu'il y a un pourcentage il faut verser au mineur une pension, alors ils font tout pour retarder l'échéance, ils déclarent 5% lorsqu'il y en a 20, 25% au plus. Ils continuent à travailler au fond et donc la silicose se développe. Remonter au jour, veut dire une perte de salaire importante un déclassement, comme les salaires sont très bas, ils restent au fond pour pouvoir nourrir leur famille; en fait le « choix » se situe entre la silicose ou ne pas pouvoir nourrir sa famille.

Allez voir un médecin privé (un spécialiste) suppose : de l'argent, intenter un procès aux Houillères (donc encore de l'argent), donc une contre-expertise; donc objectivement ça lui est pratiquement impossible.

Il a été obtenu, grâce à la lutte des mineurs, qu'à partir d'un certain taux de silicose, ils puissent prendre leur retraite anticipée; en fait, quand ils sont déjà « finis », quand ils sont contraints de rester cloué sur une chaise.

NE PAS S'EN REMETTRE A LA LEGALITE BOURGEOISE

Quand les révisionnistes se font les défenseurs de la légalité bourgeoise, en fait, ils sont tout autant criminels que les patrons eux-mêmes; eux s'arrêtent à « Il faut respecter les lois », ils disent qu'elles sont insuffisantes mais ne disent pas qu'elles ne peuvent pas être respectées.

Les Comités d'Hygiène et Sécurité (C.H.S.) se font dans le cadre d'une commission où l'on discute avec la direction des Houillères afin d'assurer, soit-disant la meilleure garantie de sécurité des travailleurs. C'est en fait un élément de collaboration de classe, c'est pour décider ensemble (avec le patron), sans toucher à la rentabilité de la production. Alors que la question de la lutte pour la sécurité ça doit être l'affaire de tous les travailleurs. Ça ne doit pas s'élaborer dans les bureaux, mais dans les lieux de travail. Les révisionnistes ne font absolument pas du tout appel aux masses mais se placent dans le même camp que le patron.

En Chine, c'est à proximité de la mine qu'on a construit une usine employant 1 000 ouvriers fabriquant les appareils de sécurité. Plus de 40 appareils différents ont été mis au point : grisoumètres électroniques, télégrisoumètres, vérificateurs de teneur en poussière, de vitesse d'aération, de pression sur les piliers de soutènement. Deux à trois ans avant la mise en chantier d'une veine on fore depuis la surface des trous qui traversent la veine de charbon, pour faire évacuer le grisou. Celui-ci est récupéré et sert au chauffage. 30 000 familles du bassin sont chauffées par ce système.

Enfin, et cela ne peut qu'aider à taille. Il n'y a pas d'arithmétique de tance de la sécurité, ingénieurs, cadres, techniciens, doivent travailler un à deux jours par semaine à la taille, et de plus un mois par an en continuité. Médecins et infirmiers descendent chaque jour au fond passer en revue les mineurs et eux aussi participent au travail de la taile. Il n'y a pas d'arithmétique de la silicose; on n'établit pas de pourcentage. Dès qu'un mineur présente des traces de silicose, il est immédiatement remonté au jour, mais continue à toucher l'intégralité de son salaire.

A 100 mètres du carreau de la mine se trouve un dispensaire. Tous les jours, les mineurs qui remontent, y prennent des bains de souffre, passent aux rayons ultra-violets, pour prévenir ou guérir des rhumatismes.

Voilà un ensemble de mesures qui permettent de prévenir le coup de grisou et la silicose (7). Donc le mythe du coup de grisou comme étant fatal ou imprévisible il est démonté complètement.

« *En ce qui concerne notre action, si elle ne se place pas en dehors des préoccupations économiques*, elle a pour objet d'imposer le respect de la vie et de la santé des travailleurs». En somme, l'économie capitaliste d'abord, la santé ensuite !

Pour eux, la plus grande efficacité de leur action en matière d'hygiène et sécurité, c'est :

« 1° *au niveau de l'entreprise*, par une plus grande prise en charge de cette question par le syndicat, et par un meilleur fonctionnement du C.H.S..

2° *au niveau des organismes* qui fonctionnent *dans le cadre de la sécurité sociale* (!), *de ceux qui dépendent du ministère de la Santé* (ils s'en remettent toujours au système capitaliste. NDLR) !

— procéder à un examen attentif de nos revendications, les approfondir et éventuellement proposer à la C.E., et au C.C.N. les modifications que nous jugerions nécessaires d'apporter à notre charte revendicative ». Avec une telle position ultra-légaliste, ils ne font que s'en remettre à la direction des Houillères.

Si l'on ne remet pas en question le système (capitaliste d'exploitation) lui-même, c'est de l'hypocrisie. Tout le monde sait bien qu'on peut améliorer le masque, mais qu'un mineur qui étouffe de chaleur ne peut pas le supporter plus d'une demi-heure. Donc ça ne sert à rien, c'est un cataplasme sur une jambe de bois. Ce qu'il faut c'est que les mineurs ne soient plus payés au rendement, que des cadences ne leur soient plus imposées, pour qu'ils puissent supporter le masque.

Ce que demandent les révisionnistes, c'est la revalorisation des pensions pour la silicose, donc c'est admettre comme le patronat que la silicose est une conséquence logique de la condition de mineur.

La lutte essentielle c'est donc contre la silicose, contre ce qui tue, car à Liévin, il n'y a pas une semaine sans qu'il y ait un mineur qui meurt de la silicose.

Souvent ce qui arrive c'est que la silicose entraîne des maladies annexes, par exemple la tuberculose. Et si l'autopsie au décès montre que la cause c'est la tuberculose et non la silicose, la veuve est privée de la pension de silicose, alors que toute le monde est persuadé que c'est dû au développement de la silicose. Si le mèdecin décèle 15% de silicose et bien la veuve touchera pour 15% de silicose.

Les révisionnistes poussent à réclamer des primes plus fortes, ce qui est en fait criminel, car ce n'est ni plus ni moins que de la surenchère pour le travail au rendement.

C'est le t ravail au rendement qui crée les catastrophes.

C'est le travail au rendement qui fait avoir la silicose.

C'est donc une remise en cause du système capitaliste qui est nécessaire, et non une adaptation comme le propose la fausse gauche. *La seule perspective valable pour les travailleurs c'est le socialisme.*

---

(1) Staffanels : *ce sont des planches qui reposent sur des rails, sur lesquelles il y a du blanc de chaux, et quand il y a un souffle résultant d'une explosion, ça se ferme, empêchant la propagation du feu de se poursuivre.*

(2) *C'est vrai que le matin, deux heures avant le coup de grisou, des gaziers étaient passés et n'avaient pas relevé un taux excessif de grisou. Mais en fait c'est faux comme argumentation, puisque si l'on fait la comparaison avec le système de sécurité automatique qui existe en Chine, car à ce moment-là dès qu'il y a un taux de grisou ça apparaît et on arrête le travail. Dans les Houillères Nationales, en système capitaliste, il y a un seuil minimum de grisou dans lequel on peut travailler et donc on met les mineurs dans des conditions de danger objectif de coup de grisou. C'est en cela que c'est une entreprise criminelle.*

(3) *Donc ils reprennent à leur compte la déclaration de la direction (d'une entreprise nationalisée !), alors qu'ils se prétendent être les défenseurs des travailleurs.*

(4) *L'eau fixe la poussière au sol et ils ne la respirent pas.*

(5) *Les mineurs, à Liévin, en ont eu aussi : mais il était inutilisable, vu les conditions du salaire au rendement. Ils ne peuvent le garder plus d'une demi-heure, parce qu'il y a le porion (l'agent de maîtrise) qui pousse parce qu'il est intéressé, il touche une forte prime en fonction du rendement de son équipe. C'est fondamental pour toutes les questions de sécurité du travail, parce que c'est valable dans pratiquement tous les secteurs. Il y a des mesures de sécurité qui existent effectivement, mais en poussant au rendement, bien souvent lié à la paye, les patrons oblige l'ouvrier à ne pas les respecter.*

Le masque, il est possible en régime socialiste, parce que ce n'est pas la production à tout prix et le salaire au rendement qui commandent, mais la sécurité de l'homme.

(7) *Alors que dans le même bassin, entre* 1916 *et* 1944, 250 000 *mineurs furent tués ou blessés, au cours de toutes sortes d'accidents. Et depuis* 1949, *il n'y a plus eu d'accident de ce genre, le slogan est devenu :* « Tout pour la sécurité. »

(8) *Voir* Le Peuple n° 938-939, *du* 1er *avril* 1974, *sur l'hygiène et la sécurité dans les différentes entreprises.*

NON AUX LICENCIEMENTS !

La lutte victorieuse des travailleurs d'Hollenstein montre la voie à suivre en matière d'emploi, elle bat en brèche la politique capitaliste et révisionniste qui passe des accords de chômage sur le dos des travailleurs. Alors que dans l'imprimerie, où les révisionnistes sont hégémoniques, 789 travailleurs de Néogravure sont licenciés, 120 au siège social, 258 à Issy-les-Moulineaux, 266 à Corbeil et 145 à Saint-Ouen et que d'autres vont suivre, suite à la ligne de capitulation imposée par les traitres à la classe ouvrière.

Alors que Séguy pleurniche parce que « l'idée de politique contractuelle (*comprendre de " collaboration de classe "*) est foulée aux pieds par un pouvoir autoritaire (!) », *et que* « Si le gouvernement s'en tient à cette attitude intransigeante, le pays ne fera pas l'économie de nouveaux conflits dans les administrations et les services publics ! »

Les travailleurs n'attendent pas les ordres des bonzes, ils se lancent dans la lutte résolue, classe contre classe.

ACCORDS SUR L'EMPLOI = ACCORDS DE CHOMAGE !

PAS UN SEUL LICENCIEMENT ! DU TRAVAIL POUR TOUS !

QUELQUES EXEMPLES DE LA POLITIQUE CAPITALISTE ET REVISIONNISTE EN MATIERE D'EMPLOI :

1° *EN ALSACE*

— *La manufacture de bracelets-montres FOREVER* à Brunstat a licencié 70 personnes sur les 240 qu'elle employait. Pendant ce temps, « la C.G.T., face à la nouvelle situation créée aux Etablissements FOREVER, n'écarte pas enfin le recours à une grève » ! La C.G.T. a dit son intention de saisir les instances régionales et nationales ! Alors qu'aucun rapport de force n'a été établi en faveur des travailleurs. La C.G.T. se contente de répéter que les chiffres d'affaires et les bénéfices déclarés avaient constamment augmenté ces dernières années.

— *ASATIA* à Bischheim

Mise en règlement judiciaire le 10 juin, dernier, cette entreprise de confiserie vient d'obtenir à la date du 10 décembre un nouveau délai de 3 mois. On insiste sur les ouvriers à quitter l'entreprise. La C.G.T. aide le patron à licencier. Les travailleurs replacés ailleurs sont souvent relicenciés.

Fermetures pendant les congés de Noël

De nombreux travailleurs ont été mis en congés forcés. Par exemple à *Rhône Poulenc à Mulhouse*, les travailleurs ont été mis en chômage technique pendant 4 semaines. Ceci concernait 700 personnes. A *TELIC Strasbourg* 1 200 travailleurs étaient en congé forcé pendant environ 2 semaines. Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. font semblant de sous-estimer le danger et démobilisent les travailleurs. Ils renvoient dans les ateliers les 250 travailleurs qui étaient sortis des ateliers pour agir et pour discuter de la forme d'action à mener. Les dirigeants révisionnistes disent que 250 travailleurs ce n'est pas assez : la première difficulté venue est prise comme prétexte pour ne rien faire. Ils se donnent bonne conscience et disent que c'est la faute des travailleurs si ces derniers ne veulent rien faire alors que les révisionnistes ont toujours tout fait pour les écœurer. Seuls les marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge défendent les travailleurs d'une façon organisée : ils dénoncent la tactique patronale et révisionniste; ils donnent en exemple la lutte de LIP.

Correspondant H.R.

2° *BIG-CHIEF* (*La Roche-sur-Yon*)

Depuis le 6 janvier, les ouvriers de BIG-CHIEF (Confection) occupent leur usine.

Les forces en présence :

Le directeur, Richard, qui conserve une certaine influence parmi les ouvrières participe aux manifestations et à l'occupation, plus ou moins gaulliste, il se présente démagogiquement comme entièrement solidaire de la lutte des ouvrières.

Le syndicat C.F.T., majorité de cadres, se transforme (comme par hasard ?) en F.O.. Il faut dire que pour la C.G.T., ce changement d'étiquette tombe à point car l'unité d'action avec la C.F.T. aurait fait un peu trop voyante.

Les révisionnistes dirigeants de la section C.G.T. majoritaire ont pour tactique : diriger la lutte et démobiliser. De quelle manière ?

— Aucun comité de grève élu et révocable, donc refus de la prise en mains par l'ensemble des travailleurs de leur lutte.

— Dans les manifestations, les dirigeants C.G.T. imposent une seule banderole, interdisent aux ouvrières de chanter ou de scander des slogans. Manifestations enterrements, démobilisatrices dans le « calme et la dignité ». (Dixit Richard et les dirigeants révisionnistes).

— En faisant de la propagande sur la « victoire » qu'est l'accord sur les licenciements : un an de salaire, dès lors pourquoi se battre !

— Par des mensonges purs et simples en affirmant que LIP a été un échec.

— En taisant les informations sur la situation réelle de l'entreprise laissant croire que « quelqu'un » pourrait racheter l'usine et en s'y employant par des démarches tous azimuts auprès des personnalités.

— Aucune popularisation de la lutte.

— En interdisant l'entrée de l'usine même aux maris des ouvrières sauf... au M.O.D.E.F. (Syndicat paysan dirigé par les révisionnistes) qui vient proposer des ventes de produits alors qu'il avait été complètement absent lors de la récente grève *victorieuse* du magasin COOP.

Face à cette situation, une section C.F.D.T., voulant se battre, essaye dans des conditions difficiles de rompre la collaboration de classe qui aboutirait à la défaite.

Correspondant H.R.
Le 14/1/1975

CHATENOIS (VOSGES) :

LES TRAVAILLEURS OCCUPENT LEUR USINE

MANUEST DANS LE PASSE

Manuest est la cinquième fabrique de meubles de France : la société produit des meubles de grande consommation, cuisine, salle de bain...

Elle fut créée en 1959 et grandit comme un champignon (maximum de 790 salariés). A l'époque où Breuil (l'un des principaux actionnaires) dirigeait la société, tout le monde tremblait à Manuest. Le personnel appelé « viande », est volontairement renouvelé par le jeu des contrats à durée déterminée. Breuil faisait venir des « camions de viande ». Les travailleurs immigrés sont littéralement entassés dans un espèce de hangar à côte de l'usine ; pendant ce temps le directeur vit dans une luxueuse villa à l'intérieur de l'usine et dans la niche de son chien il y a un radiateur de chauffage central ! Les cadences sur les chaines augmentent sans messe ; les salaires sont bas .Les actionnaires touchent près de trois fois le capital initial, sans que ce dernier n'ait été augmenté d'un centime.

MAIS LA OU IL Y A OPPRESSION IL Y A RESISTANCE : LA GREVE DE 1971

Ce sont les travailleurs immigrés qui entrent les premiers dans la lutte entrainant les autres. Les travailleurs exigent d'être traités en hommes et non pas en bêtes. Elle aboutit. L'unité des travailleurs s'en trouve considérablement renforcée. La section syndicale C.F.D.T. regroupe alors pratiquement tout le personnel. Les actionnaires sacrifient l'un des leurs : Breuil, fondateur et directeur de la société.

LES PATRONS : « DES VOLEURS ET DES SALOPARDS »

Une équipe collégiale est mise sur pied avec à sa tête Vey. Cette équipe ne peut plus utiliser après la grève des méthodes trop autoritaires envers les ouvriers. En fait ses membres et les actionnaires sont prêts à abandonner l'usine si leur taux de profit n'est pas suffisant. C'est la seule motivation pour les capitalistes.

Le 30 octobre 1974, la société Manuest est mise en liquidation des biens, par le tribunal, après avoir eu un sursis. « Les travailleurs sont prêts » dès le 1er octobre, quelle que soit l'issue des négociations en cours.

LE 31 OCTOBRE 1974 L'USINE EST OCCUPEE

Le choix définitif est débattu en assemblée générale : il s'agit de lutter ou de partir. L'accent est mis sur le fait que les patrons sont des « escrocs », et que « les travailleurs n'ont pas à être punis d'avoir été dirigés par des salopards ».

Un capitaliste est nécessairement un « voleur », un « magouilleur » des bilans », un « escroc », etc. Il réussit à le dissimuler parfois longtemps. Mais lorsque les travailleurs occupent l'usine et mettent la main sur la comptabilité, alors tout est mis en lumière. A Manuest les travailleurs ont écrit une brochure de soixante pages avec documents à l'appui. On y lit entre autres :

« Robert Vey et son ami Christian Mercier sont les deux types qui avaient acheté sur le compte de Manuest, l'un une BMW de 37 000 F, l'autre une DS 23 du même montant. »

« L'appartement de chasse à Brumath de Jean Girardel (P.-D.G.) était payé par Manuest. »

« La petite amie de Jean Girardel était salariée de la société Manuest ! alors qu'elle n'y a jamais mis les pieds. »

La lutte est menée par l'ensemble des travailleurs, les décisions sont prises en **assemblée générale.** Diverses **commissions** préparent lesdiscussions et assurent l'exécution des tâches. **Ces commissions sont responsables devant l'assemblée générale des travailleurs,** La commission « accueil » reçoit les visiteurs ou les acheteurs ; quelqu'un explique la lutte, répond aux questions et vous fait visiter l'usine (tout est tenu dans un état impeccable, les machines sont entretenues par les ouvriers). **La popularisation** dans la ville et les environs a été très efficace : tracts, soirées, journée porte ouverte (4 000 personnes sont venues), des panneaux ont été placés en permanence au bord de la route à l'entrée de la ville.

Tout le monde est mis dans le bain : il est vrai que Manuest a une grande importance à Châtenois et environs. **4 000 meubles,** appelés **« Modules sauvegarde » (!) ont été fabriqués. Ils sont vendus à l'usine ou sur des marchés sauvages** (Neufchâteau, Nancy, Lip à Besançon !). Ils sont venus à Paris, le 17 janvier, manifester au Salon du Meuble et ont organisé une « vente sauvage ».

L'usine est surveillée en permanence par les travailleurs. La commission « loisir » organise des soirées pour populariser le mouvement et pour sensibiliser les larges masses.

Les fonctions dans les diverses commissions sont périodiquement changées pour que chacun se rende compte concrètement de l'ensemble des problèmes qui se posent. La démocratie est sans cesse améliorée parmi « les 300 hors-la-loi » qui occupent fort justement l'usine. Par contre « si les patrons reviennent, ils n'entreront pas, ou alors ne sortiront plus (ils seront séquestrés et mis au pain et à l'eau) ». **Large démocratie pour les travailleurs en lutte et dictature envers les anciens exploiteurs.** Une telle ligne sert les intérêts des travailleurs, permet de déjouer les « magouillages », permet de démasquer aux yeux des masses les faux amis. C'est cette ligne politique que soutiennent les authentiques marxistes-léninistes regroupés autour de l'Humanité Rouge, un peu partout en France.

Les travailleurs de Manuest ne sont pas encore au bout de leur peine : le tribunal, organe d'Etat (au service des capitalistes) risque d'ordonner l'évacuation de l'usine et les C.R.S. ou la police, autre organe d'Etat (au service des capitalistes) risquent d'intervenir.

Les travailleurs ne se laissent pas intimider et s'organisent. Pas un seul licenciement !

BRETONCELLES (PIRON) :

Il y a quelques semaines, les 85 travailleurs de cette entreprise de métallurgie se sont rendus célèbres en « licenciant » leur patron. Pendant plusieurs jours ils ont continué la production dans l'usine qu'ils ont dû évacuer ensuite.

Ils ont occupé la mairie du village et contraint les pouvoirs publics à s'engager de trouver une solution. La lutte continue pour :

— la réintégration de tous les travailleurs ;

— percevoir les salaires qui leurs sont dus ;

— ils décident collectivement de refuser tout emploi qui leur serait proposé individuellement.

Le dimanche 19 janvier, à Piron, un millier de personnes ont participées au meeting-gala de soutien (ouvriers, paysans-travailleurs, intellectuels...).

Rectificatif : dans l'Humanité-Rouge du 9 janvier, n° 251 à la page 6 dans l'article « extraits de Citroën-Rouge », il fallait lire : « Ne comptons pas sur laC.F.T. pour nous défendre » et non C.G.T. comme cela était imprimé par erreur.

QUE CACHENT LES "OPERATIONS COUP DE POING?"

Comité d'usagers auprès des ministères, secrétariat d'Etat à la « Condition féminine », aux immigrés, contraception gratuite : le gouvernement actuel semble avoir un grand souci du bien-être du peuple. Plus, pendant que les travailleurs se reposent du dur labeur de l'année, la police s'occupe de la « tranquillité » des quartiers vides de nos cités : ce sont les opérations « tranquillité-vacances » et « coups de poings » qui font la une de la presse bourgeoise.

Ces opérations, d'après le gouvernement, auraient un but on ne peut plus louable :

— surveiller les logements vides contre les vols, ceci pour les opérations « tranquillité vacances »;
— protéger les femmes, les vieux des agressions;
— et surtout, humaniser les grandes cités anonymes.

En améliorant les logements peut-être ? Ou bien encore en construisant des locaux permettant aux habitants de se réunir ? Eh bien non, tout simplement *en y augmentant le nombre de policiers* et en leur réservant dans les nouveaux quartiers, des logements et locaux ! Les vœux du maire révisionniste d'Aubervilliers, qui réclamaient le renforcement policier des cités H.L.M., sont exaucés !

Mais voyons d'un peu plus près comment se sont déroulées les premières «opérations coups de poing» ou « tranquillité vacances » (les méthodes utilisées pour les deux étant les mêmes) :

— quadrillage systématique des quartiers et surtout des cités H.L.M., avec fouilles systématiques des abords des immeubles et même de l'intérieur : *cages d'escaliers, greniers, sans oublier les boîtes aux lettres* (voir photo ci-jointe.);
— contrôle systématique de tout un chacun qui circule et si on a le malheur d'avoir à la main une valise ou un sac volumineux.... c'est l'arrestation. En témoigne, entre autres, l'arrestation absolument arbitraire de cet homme rentrant de vacances, une valise à la main, dont on fouille le contenu au commissariat, pendant que d'autres policiers se chargent d'aller perquisitionner le logement, sans oublier les violences physiques qu'on lui a fait subir (cf. « Le Monde » du 17/7/74);
— contrôle systématique des jeunes et des immigrés comme en témoignent les résultats des « opérations ».

En fait, tout le monde devient *suspect*, et plus particulièrement, tout jeune, tout étranger. Protéger les femmes, les vieux, assurer la tranquillité des citoyens ? Les méthodes utilisées pour ce faire sont quelque peu douteuses... D'ailleurs, la bourgeoisie avoue l'inefficacité de ces « opérations » du point de vue de la répression de la criminalité.

A quoi servent ces opérations ?

En fait, on se saisit d'un alibi, la peur et le sentiment d'insécurité des gens pour implanter la police partout et pour habituer l'opinion publique à sa présence massive. En clair : *préparer les gens à accepter la répression permanente.*

Répression contre les criminels ? Non. Mais contre la classe ouvrière et le peuple.

Par le biais de ces « opérations », chaque quartier, chaque bloc aura ses flics attitrés; c'est ce que l'on appelle *l'ilôtage*. Ilôtage destiné à surveiller les allées et venues des habitants, leur emploi du temps, leurs relations, leurs idées politiques et pour cela la bourgeoisie utilisera non seulement ses flics, mais aussi les habitants eux-mêmes, si elle réussit à faire de la police leur « meilleur interlocuteur ». Cela, c'est *préparer l'opinion publique à la délation.* Souvenez-vous du temps d'Hitler, l'ilôtage, cela existait aussi !

Enfin, ces « opérations » où la bourgeoisie ne respecte même plus ses propres lois (l'interpellation sans informations judiciaires ou sans cas de flagrant délit est illégale) sont destinées à faire accepter par l'opinion publique cette transgression des lois, pour pouvoir aller encore plus loin dans la répression. A quand les perquisitions systématiques ?

Et la bourgeoisie ose prétendre que ces opérations sont destinées au bien-être du peuple ! En réalité, elles visent le contraire : la répression constante et rapide du peuple. *C'est la mise en place des structures nécessaires à l'instauration du fascisme.*

Mais pourquoi toutes ces mesures ?

Depuis plusieurs mois, la situation économique de la classe ouvrière va en s'aggravant : les prix grimpent sans cesse pendant que les salaires stagnent, ce sont les licenciements massifs qui vont aller en s'amplifiant, c'est le budget « d'austérité » pour 1975 avec des réductions de personnel dans la Fonction publique (sauf dans la police bien sûr), etc. Ce sont là les manifestations de la crise profonde que traverse l'économie bourgeoise et qui ne peut aller qu'en s'aggravant. Et la bourgeoisie n'a pas trente-six solutions à la crise, vu qu'elle veut maintenir à tout prix son pouvoir et ses profits (sinon elle cesserait d'être la bourgeoisie !.). L'unique solution pour elle, c'est de surexploiter toujours plus la classe ouvrière en la baillonnant et en la réprimant dès qu'elle lutte : c'est la dictature ouverte de la bourgeoisie sur le prolétariat; c'est de surexploiter et de réprimer toujours plus des couches toujours plus larges de travailleurs jetés dans la misère par l'anarchie du système capitaliste; c'est le fascisme.

Et actuellement la bourgeoisie met en place les structures nécessaires à l'instauration du fascisme :

C'est là le but des « opérations coups de poing » : des structures permettant la répression violente et rapide contre les masses laborieuses en lutte.

Et que disent les soi-disant « défenseurs de la classe ouvrière » de toutes ces mesures ? Eh bien, ils se gardent de les démasquer. Mieux, ils participent au renforcement de la mise en place du processus de fascisation (réforme de l'entreprise). Quant aux « opérations coups de poing », ils se contentent de dénoncer « leur inefficacité » (!), ce qui signifie : quand nous serons au pouvoir, nous ferons mieux. La bourgeoisie au pouvoir compte d'ailleurs beaucoup sur ces traîtres infiltrés dans la classe ouvrière, car ce sont leurs meilleurs auxiliaires dans le domaine de la collaboration de classe.

Parallèlement, les menaces aux véritables représentants de la classe ouvrière. C'est on ne peut plus clair, quand les révisionnistes seront au pouvoir, ils ne remettront nullement en cause l'ordre bourgeois. Et cela, le gouvernement actuel le sait.

Et l' « Union de la Gauche » au pouvoir n'aura elle aussi qu'une seule solution face à la crise : le fascisme. Mais un fascisme utilisant des méthodes différentes, le social-fascisme dont les structures pour la mise en application sont déjà là. Ce sont d'une part, celles mises en place par le gouvernement actuel et d'autre part, l'utilisation de l'appareil syndical C.G.T. bien implanté dans la classe ouvrière, pour « l'encadrer » et la baillonner en prenant exemple sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est. D'ailleurs cet appareil est déjà utilisé pour éteindre et saboter les luttes classe contre classe (souvenez-vous de l'attaque des piquets de grève à Bouzonville, celle des jeunes d'une banlieue parisienne par le S.O. C.G.T. armé de barres de fer, etc.) et pour essayer d'écarter les réels défenseurs de la classe ouvrière par leurs exclusions arbitraires des rangs de la C.G.T. (en témoignent les exclusions des camarades Lebrun et Pelletier).

Soyons vigilants et dénonçons partout les solutions fascistes de la bourgeoisie de « droite » et de « gauche ».

Lutter contre le fascisme, c'est lutter *aujourd'hui* contre tout ce qui l'annonce et le prépare; c'est *aussi et surtout* lutter contre le révisionnisme.

Le livre de Jacques Jurquet (1) :

AUX SOURCES DU REVISIONNISME MODERNE

Dans la lutte acharnée que les marxistes-léninistes livrent au révisionnisme moderne, l'étude de notre camarade Jacques Jurquet - **La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français** - apporte une contribution importante et remarquable.

Le tome 2 de cette étude, publié, on le sait, en novembre 1974 (à l'occasion du XX[e] anniversaire du déclenchement de la lutte armée par les Algériens), porte sur la période de 1920-1939 : période **décisive,** car c'est au cours d'elle que Thorez a élaboré sa ligne à 100 % chauvine, révisionniste et social-impérialiste concernant l'Algérie en particulier et les colonies françaises en général.

Du 25 décembre 1937 où il falsifie Lénine (sur le - **droit au divorce** - interprété comme n'étant pas - **l'obligation de divorcer** -) au 11 février 1939 où il falsifie la réalité (en présentant l'Algérie comme - **une nation en formation dans le creuset de 20 races** -), Thorez a renié complètement et définitivement et les enseignements du marxisme-léninisme et les directives de l'Internationale communiste concernant la question coloniale.

Au cours de longs et minutieux développement qui ne laissent aucun argument dans l'ombre, s'appuyant sur de nombreux faits et documents souvent inédits en France et qui ne laissent aucune prise à l'adversaire, J. Jurquet montre comment s'est élaborée cette ligne contre-révolutionnaire de soutien au colonialisme français, comment elle s'est bâtie sur le terrain jamais renié du **jauressisme.** — ce colonialisme teinté de paternalisme. La continuité du jauressisme au thorézisme est maintenant prouvée, et nous sommes curieux de voir quels arguments les révisionnistes du P.C.F. pourraient opposer à la démonstration de notre camarade...

De la formation du P.C.F. en 1921, à la fondation du Parti communiste algérien en 1936, la ligne marxiste-léniniste, internationaliste, n'est pas parvenue à s'imposer. Certes elle a existé, sur l'impulsion de certains militants, grâce aux directives et critiques de l'Internationale, mais elle n'a pu résister à l'« ambiance » jauressienne et social-démocrate. Son échec a été sanctionné par la création en Algérie d'un parti qui n'était ni communiste (mais social-démocrate) ni algérien (mais européen), et par la victoire au sein du P.C.F. de la ligne thorézienne.

On peut donc dire, et c'est maintenant prouvé grâce à l'étude de J. Jurquet, que le P.C.F. n'a jamais suivi **vraiment, solidement,** une ligne **léniniste** concernant la question coloniale : or ce parti d'une métropole impérialiste a justement dégénéré en parti de l'aristocratie ouvrière (cette couche **corrompue par l'impérialisme).** Le lien entre impérialisme et révisionnisme, tant de fois dénoncé par Lénine, apparaît **concrètement,** dans le cas précis de notre pays, à travers le livre de J. Jurquet. On peut saisir toute l'importance que cela revêt pour notre combat **aujourd'hui.** En particulier, il nous faut méditer sur le fait que la ligne révisionniste de Thorez s'est constituée **d'abord** sur la question coloniale. N'est-ce pas de la plus grande importance pour nous qui luttons aujourd'hui dans un monde où le **tiers monde** constitue la force motrice principale de l'histoire ? L'histoire passée du P.C.F. nous montre combien il est fondamental d'avoir une juste position sur cette question et combien il importe de combattre à fond les vues social-impérialistes que défendent ensemble les révisionnistes, les trotskystes, et ces pseudo-marxistes-léninistes qui n'hésitent pas à être très **thoréziens** quand ils parlent de l'Algérie ou de l'Iran.

Si le livre de J. Jurquet est le récit de l'histoire d'une défaite — celle de la ligne léniniste dans notre pays — il est pourtant résolument **optimiste.** Car la ligne thorézienne a elle-même fait faillite : et c'est d'abord, comme le dit notre camarade, le peuple algérien par sa **pratique révolutionnaire** qui a mis à mal la ligne colonialiste du P.C.F. Hier, cette ligne a été battue dans une autre colonie, au Vietnam, par le prestigieux Ho Chi Minh (dont les paroles très dures à l'égard des chauvins du P.C.F. sont relatées dans le livre) et bien sûr, en Chine : le dernier chapitre analyse l'étude de Mao Tsé-toung où Thorez n'est pas cité mais où il est battu à chaque ligne : la **démocratie nouvelle.**

Mais ce qui fonde aussi notre optimisme, c'est l'existence même de ce livre et ce qui la rend possible, ce qui rend possible qu'enfin un **communiste français** parle un langage internationaliste : à savoir en Algérie, la victoire sans cesse consolidée et grandissante de nos frères algériens et en France la naissance et le renforcement d'un authentique parti marxiste-léniniste, le P.C.M.L.F., dont on sait que Jacques Jurquet était le secrétaire politique au moment de son interdiction en 1968.

Marc LAURENT

(1) Aux Editions du Centenaire, 70 rue de Belleville, 75020 Paris.
Tome I : 18 F. Tome II : 45 F.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

La riposte du Tiers-Monde

Une série de mauvais coups viennent d'être fomentés à l'encontre des pays pauvres du tiers monde par l'impérialisme. Sucessivement on a assité aux grandes manœuvres autour du F.M.I. portant sur l'incroyable exigence exprimée par les pays industrialisés d'être les bénéficiaires quasi-exclusifs du recyclage des « pétro-dollars ». Cette opération a aussitôt été qualifiée par le quotidien algérien « El Moudjahid » de « hold-up du siècle ».

Sous ce titre, il écrit en effet :

« Des décennies durant et même à l'heure présente, les pays en voie de développement ont payé avec leurs très minces ressources tous leurs achats, produits alimentaires, biens d'équipements et autres, et dans des conditions de crédit insupportables et draconiennes sans prétendre fixer à leurs vendeurs occidentaux la destination de cet argent que les pays en voie de développement leur donnaient. Et la situation financière des pays en voie de développement a toujours été plus désastreuse que celle des pays occidentaux, même à l'heure actuelle. Cet argent des pays en voie de développement est investi dans le développement et le bien-être de ces pays occidentaux mais n'a jamais été « recyclé » dans les économies de misère des pays en voie de développement... »

Dans le même temps les décisions des pays industrialisés de réévaluer leurs stocks d'or et d'en aligner le cours officiel sur le cours libre, multipliant par quatre le prix officiel de l'or, constitue un véritable coup de force contre les pays pauvres, tout en consacrant l'écroulement de l'emprise du dollar. L'essentiel de l'or est en effet détenu dans les coffres des pays industrialisés : sur la base du cours ancien de l'or, les banques centrales des pays de l'O.C.D.E. disposaient de 35 milliards d'or et les pays de l'O.P.E.P. seulement de 1,5 milliard !

Notons que la super-puissance soviétique n'est pas absente de toutes ces manœuvres. Détentrice de très importantes réserves d'or, elle ne se gêne nullement pour spéculer sans vergogne. C'est ainsi que ses ventes d'or au cours des années 1973-1974 ont connu un accroissement vertigineux.

Cette gigantesque opération spéculatrice permet aux pays occidentaux d'éponger leur endettement et d'équilibrer leur balance des paiements au détriment exclusif des pays producteurs de pétrole et autres matières premières,qui sont contraints d'échanger leurs richesses naturelles contre une véritable « monnaie de singe ». Pour acquérir la même somme d'or que par le passé, il leur faudra désormais fournir quatre fois plus de matières premières.

Une chose est sûre : cette décision totalement arbitraire ne peut aboutir qu'à un renforcement généralisé de l'inflation. Ce qui prouve une nouvelle fois que les intérêts du prolétariat et des masses populaires des pays industrialisés sont étroitement solidaires de ceux des pays du tiers monde.

Mais les temps sont désormais révolus où les pays impérialistes, et notamment les deux super-puissances, pouvaient dicter leur loi à l'ensemble des pays pauvres de la planète.

C'est ainsi, qu'au cours d'une interview au « Moudjahid », le directeur de la Banque nationale d'Algérie, se faisant le porte-parole des pays opprimés, traçait la voie de la libération de l'ordre économique ancien basé sur l'iniquité :

« ... La récupération des pétro-dollars par les pays du tiers monde dépend avant tout de la volonté des pays excédentaires :

» — D'affecter d'abord ces moyens chez eux en développant tout leur potentiel national, en particulier dans le domaine agricole.

» — De les affecter ensuite aux pays qui se développent dans le tiers monde et qui ont besoin de ces ressources.

» — De les affecter également aux pays démunis...

» ... Sur la base de cette prise de conscience entre pays du tiers monde excédentaires et pays du tiers monde déficitaires, il convient de régler tous les problèmes d'ordre politique et technique qui freinent, sinon s'opposent, à la rencontre parfaite de ces moyens et de ces besoins...

« Enfin le temps est sans doute venu de faire payer les matières premières dans la monnaie du créancier et non du débiteur qui a toujours eu intérêt à manipuler les règles monétaires en sa faveur. »

Préconisant l'instauration d'une **« unité monétaire arabe qui puisse devenir une véritable monnaie et qui s'impose dans les transactions internationales »**, rendue **« de plus en plus nécessaire pour ne plus prendre en considération de monnaies (dollars) qui ne sont accrochées à un étalon et à des règles mais qui sont seulement nationales et qui dépendent de la volonté de chaque pays émetteur »**, il indique :

« Enfin il existe un moyen logique et décisif, de parade à la bourse spéculatrice du cours officiel de l'or. C'est laréduction des productions de pétrole en fonction des besoins intérieurs et extérieurs maitrisés par les pays excédentaires.

» L'acuité de telles positions impose une solidarité consciente et sans faille des pays pétroliers. »

Un texte qui, comme le note « El Moudjahid », mérite de figurer au dossier de la véritable guerre économique que le tiers monde livre au système capitaliste, pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial.

ANGOLA :

REUNION DES RESPONSABLES DES TROIS MOUVEMENTS DE LIBERATION

Les responsables des trois mouvements de libération de l'Angola — M.P.L.A., F.N.L.A. et U.N.I.T.A. — se sont réunis à Mombasa, au Kénya, du 3 au 5 janvier, déclarant en commun :

« Ils ont exprimé leur plein engagement d'instaurer une société juste et démocratique en Angola afin d'éliminer les discriminations d'ordre ethnique, raciale et religieuse et toutes les autres formes de discrimination », indique la déclaration.

« Dans le même esprit de compréhension et d'unité, les trois mouvements de libération ont décidé de coopérer à partir d'aujourd'hui dans tous les domaines et en particulier sur le plan de la décolonisation pour assurer la défense de l'intégrité territoriale comme la reconstruction nationale. »

« Ces trois mouvements déclarent qu'ils sont prêts dès aujourd'hui à entamer immédiatement des négociations avec le gouvernement portugais. »

Agence Chine Nouvelle.

CAMBODGE :

L'OFFENSIVE

Le premier bilan des quatre journées d'offensives de début janvier est éloquent : 137 positions ont été libérées ou détruites ; 16 bataillons fantoches mis hors de combat, des milliers d'armes et des centaines de tonnes de munitions récupérées.

L'offensive des Forces Armées Populaires se poursuit ; sur le Mécong, la base ennemie de Neak Luong encerclée est pilonnée sans cesse ; au Nord-Ouest de la capitale, comme sur les routes nº 4 et nº 1, leurs attaques isolent Phnom Penh et l'asphyxient chaque jour davantage.

Guerrilleros au combat sur la route nº 4.

PÉROU :

UN NOUVEAU MINISTERE

Un ministère de l'Alimentation chargé du développement de la production céréalière et de l'élevage vient d'être établi, annonce un décret promulgué par le gouvernement péruvien le 26 décembre 1974. Il s'agit là d'une des mesures adoptées récemment par le gouvernement pour développer l'agriculture.

Ces dernières années, le gouvernement a déployé des efforts notables pour lancer des travaux hydrauliques. Les grands ouvrages de majes, de jequetepeque-zana et de chira-piura en cours de construction, pourront irriguer des centaines de milliers d'hectares de terres. La première tranche des travaux de chira-piura, achevée en mai 1974, permet d'irriguer une centaine de milliers d'hectares.

Pendant longtemps, du fait du pillage économique impérialiste, la canne à sucre, le coton et d'autres cultures qui poussent dans les régions côtières étaient destinés à l'exportation, tandis que les denrées alimentaires dont la population avait besoin devaient être importées. Ce déséquilibre constituait un obstacle au développement de l'agriculture péruvienne. Ces dernières années, le gouvernement a encouragé les paysans à cultiver les céréales dans les régions côtières afin de parvenir à couvrir leurs propres besoins.

En même temps, le gouvernement accentue ses efforts en vue de promouvoir de nouvelles semences. C'est ainsi que l'auto-suffisance en céréales a été atteinte pour l'essentiel en 1974 grâce à la généralisation de nouvelles semences.

Aux Herbes Sauvages
70, rue de Belleville
75020 PARIS

A la Force du Livre
33, rue René-Leynaud
LYON-1er

NOUVEAUTES :

Editions de Pékin :
Lénine : Que faire, 2,20 F
Confucius, le « sage » des classes réactionnaires, 0,75 F
Intervention de Kiao Kuan-Houa à la 29e session de l'ONU 0,55 F

Editions de Tirana :
M. Çami : la lutte anti-impérialiste de libération nationale du peuple albanais (1918-1920), 15,20 F

Editions de Hanoï :
Etudes vietnamiennes nº 39 : « Le tournant 72-73 », 5 F

E-100 :
J. Staline : A propos de la déviation social-démocrate dans notre Parti, 8 F

GUYANE

EXPLOITATION FÉROCE DU COLONIALISME FRANÇAIS

Devant les justes et légitimes revendications des travailleurs et du peuple guyanais, le pouvoir colonial ne sait que répondre par la répression. C'est là sa logique. Arrestations, perquisitions, inculpations, intimidations et menaces se multiplient depuis plusieurs mois envers les militants politiques, syndicaux, anticolonialistes. L'administration coloniale y fait régner un climat de terreur, tout réunion ou manifestation sur la voie publique, tout attroupement même sont interdits. Aujourd'hui, plusieurs militants anticolonialistes guyanais sont emprisonnés à la prison de la Santé à Paris. La riposte ne doit pas se faire attendre : soutenir les luttes d'indépendance nationale pour les colonies françaises fait partie intégrante du soutien aux justes luttes menées par les peuples du tiers-monde contre l'impérialisme, notamment l'impérialisme français, comme contre les deux superpuissances. Déjà, nous savons que le P.C.M.L.F. a manifesté devant la prison de la Santé. D'autre part, l'Union des Etudiants Guyanais organise un meeting soutenu par le C.I.L.A. et " L'Humanité Rouge ", le mercredi 22 janvier, au 44 rue de Rennes, à Paris, à 20 h 30.

— libération des emprisonnés !
— halte à la répression coloniale en Guyane !
— indépendance pour les colonies françaises !

U.D.R... Républicains Indépendants... Les gouvernements se succèdent mais leur politique outre-mer ne change pas. Dans ce seul ministère, ils ont su taire leurs divergences et leurs inimités, poursuivant l'anéantissement des économies d'outre-mer comme une priorité nationale.

Le problème est classique : ils ont besoin de marchés pour l'écoulement de leurs marchandises, sans contraintes d'achats bilatéraux. La solution sera triviale : la colonisation... franche ou subtile. Et les D.O.M.-T.O.M., ces « départements français » peuplés de Nègres, sont tout indiqués. Ils pourront même servir de cobayes pour le lancement d'un produit aux effets incertains.

La France entoure alors chaque D.O.M. ou T.O.M. d'un carcan juridique et la Guyane, entre autre, assiste, impuissante, au démantèlement de son économie.

Malgré la départementalisation en 1946, qui n'a satisfait que quelques esprits indécis, la Guyane a gardé une structure hybride où seule la conjoncture détermine la suprématie du régime départemental ou colonialiste. L'évolution n'était qu'au niveau de l'étiquette. Dans les faits, les concepts de «colonie» et «département» contenaient la même réalité. L'économie guyanaise reste donc à moteur externe car le processus d'ajustement par le commerce et les paiements extérieurs, les choix, les décisions sont le lot de la France.

Ainsi, tacitement, un cadre institutionnel de relations mercantilistes univoques s'est établi entre la France et ses « colonies » d'outre-mer.

Les D.O.M. restent des sphères exclusives d'influence de la France qui définit les limites de leurs relations extérieures... comme pour les colonies.

La France règlemente avec détail ce qui peut être produit et les conditions suivant lesquelles le commerce peut se réaliser, en dépit des données locales.

La France impose à la Guyane et aux Antilles une division du travail qui leur laisse la production primaire, les transformations élémentaires, l'assemblage et lui laisse l'élaboration des produits finis et la part du lion dans la valeur ajoutée.

Aux manœuvres gouvernementales vient s'ajouter un autre élément dissuasif : l'infrastructure. L'unique route, commencée en 1928 et longue de 250 km, n'est goudronnée que sur 170 km.

Tous ces avortements économiques, toute cette malveillance ont doté la Guyane d'une structure rigide et contraignante de pays assisté.

Le secteur tertiaire, hypertrophié, regroupe 60 % de la population active, où le gouvernement puise les défenseurs de quelques avantages matériels, dont la pérennité de sa politique.

Les fonds pour la Sécurité sociale sont sans cesse augmentés, argument apaisant du gouvernement aux chômeurs. L'épargne, qui s'élève à 18 milliards, est canalisée vers des destinations inconnues, pour des investissements inconnus.

Et le budget augmente de 6,6 % quand le taux d'inflation dépasse 9,7 %.

D'ailleurs, quel sens peuvent avoir des références monétaires qui n'ont aucune autonomie sur une territoire que la géographie même (8 000 km) refuse de considérer comme un département français possible. Mais l'économie des D.O.M.-T.O.M. n'est que l'affaire des technocrates.

Mais combien de temps peut-on bafouer une peuple, a fortiori aussi jeune que le peuple guyanais ? (environ 45 % ont moins de 20 ans). Combien de temps peut-on refouler l'enthousiasme et l'énergie d'une jeunesse bouillonnante ? Quelques allocations-chômage ne sont le prix ni de la dignité, ni de la détermination, ni des inquiétudes paternelles. Devant une prise de conscience sans cesse grandissante, le gouvernement français s'affole. Tracts diffamatoires, appels téléphoniques anonymes, incendies criminels furent les premiers stimulants de la tension.

Le 28 août 1973, l'Unité Trépel, constituée de 150 Bérêts Verts, spécialisés antiguérilla, arrive en Guyane et commence des manœuvres dans la forêt.

Du 10 au 13 septembre, M. Stirn, judicieusement surnommé « ministre-touriste » riposte aux revendications légitimes du peuple guyanais par un argument de détresse : charge des forces de l'ordre. Le pas est franchi : le gouvernement s'est dénoncé. Depuis, débarquement de C.R.S., de gardes-mobiles, de gendarmes ; interdictions de meetings, de conférences sont ses seules armes.

Avec une patience et un cynisme presque mécanique, il élabore consciencieusement une sinistre machine à répression.

Le 11 novembre 1974, il arrête Jeau, Aron, Mam Lam-Fook, les présumés auteurs du slogan : « Hier morts pour la France, aujourd'hui et demain mourir pour la Guyane » inscrit sur le monument aux morts. La population s'oppose à ce jugement-mascarade et occupe le tribunal. Le 15 novembre, un considérable déploiment des forces de l'ordre refoule la population et permet l'aboutissement du procès. Verdict commun : 6 mois de prison dont 2 fermes. Magie de l'interprétation législative : à « département français » spécial, lois françaises spéciales...

Et parce que le gouvernement français est avide — ou parce qu'il est terriblement affolé — il procède, du 6 au 17 décembre à 14 gardes à vue et arrestations dont 8 seront définitives. En incarcérant Lamaze, Donzenar, Mariema, Kapel, Wacapou, Lecante, Charlotte, Bade, en les accusant d'atteinte à la « sûreté de l'Etat, crimes et délits », en les transférant à Paris le 22 décembre par un DC 8, le gouvernement français a voulu prouver qu'il avait le choix des armes. D'une rigoureuse logique colonialiste, il légalise tous ses actes antidémocratiques ; déclare l'Etat menacé dans un pays où le pouvoir est matérialisé par quelques fonctionnaires décoratifs et s'évertue à museler un peuple qui, après l'échec du dialogue exige d'affirmer son identité dans une lutte légitime, quoique inégale.

Et s'il ne parvient pas à leur faire un procès politique (à ce jour, le dossier est encore vide, la délégation sociale partie le 27 s'en est officiellement assurée), le gouvernement colonialiste français tentera de les transformer en droit commun. Car il est prudent et expérimenté. Il a également publié un arrêté préfectoral stipulant :

— une tentative de rapt d'enfant prévu pour la nuit du 25 décembre ;
— une tentative de plasticage de la préfecture ;
— une tentative...

Et puis, empêtré dans ses excès de présomptions et ses défauts de preuves, il en est revenu à un motif politique : « Projet de substitution d'une autorité illégale autonomiste à l'autorité légale ».

Le soutien permanent et total de la population guyanaise a alerté le gouvernement qui a précipité les choses et tenté de prendre de vitesse toutes les manifestations de protestation.

Peuples opprimés ! Peuple français ! D'une idéologie commune, allions-nous contre le colonialisme !

Union des Etudiants Guyanais.
(U.E.G.)

Devant la prison de Cayenne : les forces de l'ordre.

Martinique

Appel aux travailleurs agricoles

Depuis 10 ans, les ouvriers de Martinique, et tout particulièrement les ouvriers agricoles sont devenus de vrais esclaves des patrons. Nous sommes condamnés à des travaux forcés et les patrons sont devenus plus arrogants et plus égoïtes.

Pourquoi ?

Parce que plus que jamais ils sont appuyés par les révisionnistes de la C.G.T., qui depuis 10 ans, ont trahi les ouvriers agricoles.

Aujourd'hui, alors que le coût de la vie monte en flèche, les salaires restent bloqués, les produits toxiques utilisés sur les habitations font de nombreuses victimes, les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles. Beaucoup de femmes, pour être sûres d'avoir quelques jours de travail, doivent se soumettre aux caprices des commandeurs.

Face à cette situation, nous les travailleurs agricoles avons décidé de prendre en main la direction de nos luttes.

En janvier 74, nous avons déclenché une grève surprise qui a paralysé presque toutes les habitations du Nord, du Centre et du Sud. Les patrons, pris de panique, ont utilisé leur méthode habituelle, ils ont appelé C.G.T.-LAMON au secours pour saboter la grève. Devant la vigilance de notre Comité de Grève, le complot C.G.T. - patrons a été déjoué en partie.

Aujourd'hui, devant la trahison confirmée des révisionnistes de la C.G.T., nous avons décidé de créer notre propre syndicat : *l'Union des Travailleurs Agricoles de Martinique* (U.T.A.M.), déclaré sous le numéro réf. 20-19-02.

Nous appelons les travailleurs agricoles à *s'organiser au sein de l'U.T.A.M.*, syndicat dirigé non par des syndicalistes démagogues, mais par des ouvriers eux-mêmes.

Nous appelons tous les travailleurs agricoles à se battre pour les revendications suivantes :

1. Même salaire de base (S.M.I.C.) dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. Soit actuellement 44,15 F.
2. Pas d'heures supplémentaires non payées,
3. Journée de huit heures sur les habitations, pause à midi d'une demi-heure obligatoire comprise dans les huit heures,
4. Suppression totale des produits toxiques MOKAP, NEMACUR, etc
5. Amélioration des conditions de travail dans les hangars,
6. Diminution générale des tâches.

Le Comité Directeur de l'U.T.A.M.

"Pas de chômage en U.R.S.S."?

LA «VIE OUVRIÈRE» MENT!

« S'il y a quelqu'un menacé de chômage ici, c'est l'employé du bureau de placement. » Le ton est donné ; la V.O. a enfourché son nouveau cheval de bataille ; sous le titre : « Il y a des pays sans chômeurs », c'est un éloge de l'U.R.S.S. et des pays révisionnistes qu'elle a entrepris dans son numéro du 15 janvier. Et « d'enquêter » pour découvrir *une* licenciée — par erreur ! — en Bulgarie, *deux* ouvrières mécontentes ! Et de montrer complaisamment des « bureaux de placement » — curieux, l'existence de tels bureaux dans un pays socialiste ! — qui permettent de « choisir et changer d'emploi » ! Et Krasucki de conclure dans ce bel élan à la « nécessité du Programme commun », du « socialisme » à la révisionniste, etc. Nous y voilà : tout ce bel effort n'a rien d'innocent... ni de très convaincant, car LA V.O. MENT EFFRONTEMENT.

Les journalistes lisent-ils la presse soviétique ? Ils devraient le faire car elle est bien moins optimiste que leurs applaudissements de commande.

Que cache ou dénature la V.O. ? L'extrême mobilité de la main-d'œuvre qu'elle appelle pudiquement du terme américain « turn over »... et qui recouvre au fond *un marché camouflé de chômage* (cf. tableau ci-contre). Un exemple : il y a chaque année plusieurs millions de travailleurs soviétiques « mouvants » dans le bâtiment et leurs « déplacements » d'une entreprise à l'autre représente en moyenne 23 jours chômés par an ! (données recueillies dans la revue soviétique *Economie Planifiée*). La revue *Ekonomika i Organizacija Promishelenovo Prazvodstra* nº 3 - 1972, indique que 3 millions de la population urbaine se déplace chaque année en quête d'un emploi ; compte tenu de l'exode rural, 10 % des travailleurs ne participent pas à la production. L'exode rural — 2 millions par an — grandit chaque année ; en 1972, 1 tractoriste sur 10 dans les kholkhozes et 1 sur 5 dans les fermes d'Etat ont quitté la campagne pour la ville.

Que cache et dénature la V.O. ? Ce sont les raisons de ces « déplacements ». Licenciements purs et simples pour « faute grave » ou pour « rationalisation de l'entreprise » — cf l'exemple ci-contre de Scékino — Ou bien « départ volontaire du poste de travail ». Par « goût » ou « volonté de promotion » dit la V.O., « en quête incessante de meilleures conditions de vie et de travail » dit la presse soviétique plus « raisonnable » ! L'agence Tass n'a-t-elle pas indiqué récemment que 25 millions de Soviétiques connaissent des difficultés économiques ? Et que dire encore de la situation des travailleurs des pays du COMECON auxquels les maîtres du Kremlin veulent faire payer leur crise (voir H.R. nº 251).

Ce que la V.O. ne dit jamais — et pour cause — *ce sont les luttes des travailleurs soviétiques* contre ces conditions de vie et de travail : absentéisme, grèves perlées, grèves. Dans la revue soviétique *Economie Planifiée* — on apprend — la V.O. l'a-t-elle lu ? — qu'en raison des absences et des grèves perlées, l'industrie soviétique a perdu 59 millions de journées de travail en 1972, chiffre plus élevé que le total des journées de travail perdu, en raison des grèves, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la même année.

Bureau de placement ou de chômage ?

Quelques chiffres...

Selon la revue soviétique « Economie planifiée », se sont « déplacés » en 1972 :

— 19,8 % des ouvriers soviétiques — non compris les secteurs du bâtiment et des transports.

— 50 % des ouvriers de Doubanché, capitale de la République du Tadjikistan.

— 25 % des ouvriers en République de Georgie.

— 50 % en République autonome d'Abkhaz.

POLOGNE : quatre ans après,

LA LUTTE DES DOCKERS POLONAIS N'EST PAS OUBLIÉE !

Le siège du Parti social-fasciste polonais à Szczecin brûlé par le prolétariat en lutte.

Cervoni Shtandar, organe du Parti communiste de Pologne, dans un article publié ces temps derniers, indiquait entre autre : « *Bien que la propagande révisionniste n'ait pas dit un mot à l'occasion de l'anniversaire des événements de décembre, la révolte des dockers, appuyée par la classe ouvrière de Pologne avec des grèves de solidarité, ne sera jamais effacée par l'histoire des luttes révolutionnaires du prolétariat héroïque polonais. L'insurrection des dockers en décembre 1970, constitue un symbole des traditions révolutionnaires héroïques du prolétariat polonais, elle a marqué une nouvelle page dans l'histoire de la révolution socialiste, dans la lutte pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, contre la domination du révisionnisme moderne en Pologne.*

Les massacres fascistes contre les ouvriers sans protection du littoral, effectués par les unités de la police et de l'armée, ont dénoncé le caractère bourgeois de l'Etat du révisionnisme moderne.

La direction qui s'est emparée du pouvoir après le mois de décembre a paru sur la scène politique lorsqu'elle a senti le danger qui menaçait le régime de Gomulka, indique le journal, soulignant que la nouvelle direction n'est pas sortie du sein de la classe ouvrière, mais elle a été créée par l'ancienne clique, les renégats du communisme, afin de sauver la bourgeoisie et leur propre sort de la défaite. Edouard Gierek devint immédiatement non seulement le porte-parole des intérêts de la bourgeoisie polonaise, mais un serviteur de Moscou encore plus fidèle que Gromulka. La lutte des dockers ainsi que l'attitude de toute la classe ouvrieère en décembre 1970 ont démontré la maturité politique du prolétariat polonais, l'unité et la solidarité de la classe ouvrière ont remporté une victoire grandiose. Les ouvriers ont gagné une bataille historique, mais leur lutte se poursuit car ils n'ont pas aboli la domination de la contre-révolution en Pologne.

Durant les événements de décembre, souligne le journal, *a soufflé un vent chaud de révolution. Le pouvoir de la bourgeoisie révisionniste s'est ébranlé. La clique de Gomulka, après avoir perdu la confiance de la classe ouvrière, a sollicité l'aide militaire de la clique de Brejnev. Or Moscou n'a pas eu le courage de se présenter ouvertement les armes à la main pour la défense de son vassal, craignant qu'un tel pas n'entraînât le déclenchement de la résurection armée de tout le peuple polonais contre la dictature de la bourgeoisie.*

L'article souligne en conclusion qu'*il n'est pas lointain le moment où à Gdansk, Gdynia, Szczecin on verra des plaques commémoratives érigées en l'honneur des ouvriers du littoral tombés le moment où la classe ouvrière érigera des monuments à la gloire immortelle des héros de l'insurrection révolutionnaire des dockers polonais.* »

Une nouvelle brochure est parue :

VIGILANCE DEVANT LE DANGER SOCIAL-IMPERIALISTE EN EUROPE

Commandez :

— **le nº 5-6 de « La Faucille » est paru 3,00F**

— **le nº 1 « Le Souffle » est paru 3,00 F**

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 1er trimestre 1975.